



Implanet

Exercice clos le 31 décembre 2025

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes consolidés

ERNST & YOUNG Audit



Implanet

Exercice clos le 31 décembre 2025

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes consolidés

A l'Assemblée Générale de la société Implanet,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société Implanet relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion

■ Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon la norme d'exercice professionnel relative à la mission du commissaire aux comptes nommé pour six exercices dans des petites entreprises. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de cette norme sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

■ Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Le paragraphe « Continuité d'exploitation » de la note 2.1 « Principe d'établissement des comptes » de l'annexe des comptes consolidés fait état des hypothèses et des éléments retenus par votre groupe pour justifier et qualifier l'application du principe de continuité d'exploitation. Nous avons examiné ces hypothèses et ces éléments et apprécié l'information donnée dans l'annexe des comptes consolidés à ce titre. Nous avons notamment pris connaissance des solutions dont dispose votre société pour poursuivre le financement de son activité, du plan de trésorerie à douze mois préparé par votre société et des conditions de financement convenues avec le groupe Sanyou Medical, afin d'apprécier l'application du principe de continuité d'exploitation aux comptes consolidés 2025.

Votre groupe effectue des dépréciations de stocks selon les modalités décrites dans la note 5 « Stocks » de l'annexe des comptes consolidés. Nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses utilisées par votre groupe pour calculer la dépréciation des stocks et à vérifier les calculs effectués.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément à la norme d'exercice professionnel relative à la mission du commissaire aux comptes nommé pour six exercices dans des petites entreprises, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément à la norme d'exercice professionnel relative à la mission du commissaire aux comptes nommé pour six exercices dans des petites entreprises permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément à la norme d'exercice professionnel relative à la mission du commissaire aux comptes nommé pour six exercices dans des petites entreprises, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ▶ il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ▶ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;

- ▶ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ▶ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- ▶ concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Bordeaux, le 26 mars 2026

Le Commissaire aux Comptes
ERNST & YOUNG Audit

Signed by:


Edouard Mas

COMPTES CONSOLIDES ETABLIS EN NORMES IFRS POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2025

ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE

| IMPLANET | Notes | 31/12/2025 | 31/12/2024 |
|---|-------|---------------|---------------|
| ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE | | K€ | K€ |
| ACTIF | | | |
| Goodwill | 3.1 | - | - |
| Immobilisations incorporelles | 3.2 | 2 578 | 2 779 |
| Immobilisations corporelles | 3.3 | 2 023 | 1 595 |
| Autres actifs financiers non courants | 4 | 89 | 86 |
| Autres créances non courantes | 6.2 | 12 | 112 |
| Total actifs non courants | | 4 701 | 4 572 |
| Stocks | 5 | 7 013 | 5 643 |
| Clients et comptes rattachés | 6.1 | 3 152 | 2 216 |
| Autres créances courantes | 6.2 | 572 | 856 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 7 | 3 009 | 1 602 |
| Total actifs courants | | 13 746 | 10 318 |
| TOTAL ACTIF | | 18 447 | 14 890 |
| PASSIF | | | |
| Capitaux propres | | | |
| Capital | 8 | 1 438 | 1 250 |
| Primes d'émission et d'apport | | 6 458 | 7 196 |
| Réserve de conversion | | (309) | (254) |
| Autres éléments du résultat global | | 88 | 69 |
| Réserves – part attribuable aux actionnaires de la société mère | | (2 888) | (3 168) |
| Résultat – part attribuable aux actionnaires de la société mère | | (4 382) | (4 366) |
| Capitaux propres, part attribuable aux actionnaires de la société mère | | 404 | 727 |
| Intérêts ne conférant pas le contrôle | | - | - |
| Total des capitaux propres | | 404 | 727 |
| Passifs non courants | | | |
| Engagements envers le personnel | 11 | 224 | 217 |
| Dettes financières non courantes | 10 | 609 | 1 735 |
| Passifs non courants | | 834 | 1 952 |
| Passifs courants | | | |
| Dettes financières courantes | 10 | 5 315 | 4 436 |
| Provisions courantes | 12 | - | 69 |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 13.1 | 10 771 | 6 323 |
| Dettes fiscales et sociales | 13.2 | 896 | 1 130 |
| Autres créditeurs et dettes diverses courants | 13.3 | 228 | 252 |
| Passifs courants | | 17 210 | 12 210 |
| TOTAL PASSIF | | 18 447 | 14 890 |

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

| IMPLANET | Notes | 31/12/2025 12 mois K€ | 31/12/2024 12 mois K€ |
|---|-------|-----------------------------|-----------------------------|
| COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE | | | |
| Chiffre d'affaires | 15 | 12 474 | 9 406 |
| Coût des ventes | 16.1 | (5 579) | (4 416) |
| Marge brute | | 6 895 | 4 990 |
| Frais de recherche et développement | | | |
| Frais de recherche et développement | 16.3 | (789) | (956) |
| Paie ment fondé sur des actions | 16.3 | (7) | (11) |
| Subvention | 16.3 | 17 | 62 |
| Coût des affaires réglementaires et assurance qualité | | | |
| Coût des affaires réglementaires et qualité | 16.4 | (879) | (907) |
| Paie ment fondé sur des actions | 16.4 | - | - |
| Subvention | 16.4 | - | 16 |
| Frais de marketing et vente | | | |
| Frais de marketing et vente | 16.2 | (6 033) | (4 976) |
| Paie ment fondé sur des actions | 16.2 | (31) | (32) |
| Subvention | 16.2 | - | 8 |
| Coût des opérations | | | |
| Coût des opérations | 16.5 | (1 219) | (905) |
| Paie ment fondé sur des actions | 16.5 | - | - |
| Frais généraux et administratifs | | | |
| Frais généraux et administratifs | 16.6 | (2 153) | (2 090) |
| Paie ment fondé sur des actions | 16.6 | (17) | (26) |
| Résultat opérationnel courant | | (4 217) | (4 826) |
| Autres produits et charges opérationnels non courants | 17 | (21) | (142) |
| Résultat opérationnel | | (4 238) | (4 968) |
| Charges financières | 18 | (176) | (270) |
| Produits financiers | 18 | - | - |
| Gains et pertes de change | 18 | 37 | 26 |
| Résultat avant impôts | | (4 377) | (5 212) |
| Charge d'impôts | 19 | (5) | (4) |
| Résultat net des activités poursuivies | | (4 382) | (5 216) |
| Résultat de cession des activités non maintenues | | - | 850 |
| Résultat net de la période | | (4 382) | (4 366) |
| <i>Part attribuable aux actionnaires de la société mère</i> | | | |
| | | (4 382) | (4 366) |
| Nombre moyen pondéré d'actions en circulation | | | |
| | | 128 012 479 | 116 690 960 |
| Résultat de base par action (€/action) | 20 | (0,03) | (0,04) |
| Résultat dilué par action (€/action) | 20 | (0,03) | (0,04) |

ÉTAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE

| IMPLANET | 31/12/2025 12 mois | 31/12/2024 12 mois |
|---|-----------------------|-----------------------|
| ÉTAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE | K€ | K€ |
| Résultat net de la période | (4 382) | (4 366) |
| Ecart actuariels | 19 | (21) |
| Eléments non recyclables en résultats | 19 | (21) |
| Ecart de conversion | (55) | (81) |
| Eléments recyclables en résultats | (55) | (81) |
| Autres éléments du résultat global (net d'impôts) | (37) | (102) |
| Résultat global | (4 419) | (4 468) |
| <i>Part attribuable aux actionnaires de la société mère</i> | <i>(4 419)</i> | <i>(4 468)</i> |
| <i>Intérêts ne conférant pas le contrôle</i> | | - |

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES

| IMPLANET | | Capital | Capital | Primes liées au capital | Réserves et résultat | Ecart de conversion | Ecart actuariels | Capitaux propres part attribuable aux actionnaires de la société mère | Intérêts ne conférant pas le contrôle | Capitaux propres |
|--|-------|---------------------|--------------|----------------------------|-------------------------|------------------------|---------------------|---|---|---------------------|
| VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES | Notes | Nombre d'actions | | | | | | | | K€ |
| Au 31 décembre 2023 | | 41 043 587 | 410 | 10 151 | (10 410) | (415) | 90 | (174) | - | (174) |
| Résultat net | | | - | - | (4 366) | - | - | (4 366) | - | (4 366) |
| Autres éléments du résultat global | | | - | - | - | (81) | (21) | (102) | - | (102) |
| Résultat global | | | - | - | (4 366) | (81) | (21) | (4 468) | - | (4 468) |
| Augmentation de capital | | 83 924 897 | 839 | 4 658 | - | - | - | 5 497 | - | 5 497 |
| Imputation sur la prime d'émission | | | - | (7 371) | 7 371 | - | - | - | - | - |
| Exercice de BSA | 8 | | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Variation des actions auto-détenues | | | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Frais d'augmentation de capital | | | - | (241) | 44 | - | - | (197) | - | (197) |
| Autres variations | | | - | - | (242) | 242 | - | - | - | - |
| Paiements en actions | 9 | | - | - | 69 | - | - | 69 | - | 69 |
| Au 31 décembre 2024 | | 124 968 484 | 1 250 | 7 196 | (7 533) | (254) | 69 | 727 | - | 727 |
| Résultat net | | | - | - | (4 382) | - | - | (4 382) | - | (4 382) |
| Autres éléments du résultat global | | | - | - | - | (55) | 19 | (37) | - | (37) |
| Résultat global | | | - | - | (4 382) | (55) | 19 | (4 419) | - | (4 419) |
| Augmentation de capital | 8 | 17 942 989 | 179 | 4 306 | - | - | - | 4 486 | - | 4 486 |
| Imputation sur la prime d'émission | | | - | (4 603) | 4 603 | - | - | - | - | - |
| Souscription de BSA | 9 | | - | 6 | - | - | - | 6 | - | 6 |
| Attributions définitives d'actions gratuites | 8 | 907 498 | 9 | - | (9) | - | - | - | - | - |
| Frais d'augmentation de capital | 8 | | - | (451) | - | - | - | (451) | - | (451) |
| Reclassement lié aux primes liées au capital | | | - | 3 | (3) | - | - | - | - | - |
| Paiements en actions | 9 | | - | - | 55 | - | - | 55 | - | 55 |
| Autres variations | | | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Au 31 décembre 2025 | | 143 818 971 | 1 438 | 6 458 | (7 270) | (309) | 88 | 404 | - | 404 |

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

| IMPLANET | Notes | 31/12/2025 12 mois K€ | 31/12/2024 12 mois K€ |
|---|-------|-----------------------------|-----------------------------|
| TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES | | | |
| FLUX DE TRESORERIE GENERES PAR LES ACTIVITES OPERATIONNELLES | | | |
| Résultat net | | (4 382) | (4 366) |
| Résultat net des activités poursuivies | | (4 382) | (5 216) |
| Résultat net des activités abandonnées | | - | 850 |
| (-) Elimination des amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles | 3.2 | (595) | (674) |
| (-) Elimination des amortissements des immobilisations corporelles | 3.3 | (742) | (594) |
| (-) Dotations aux provisions | 11,12 | (26) | (95) |
| (+) Reprises de provisions | 12 | 69 | 127 |
| (-) Charge liée aux paiements fondés sur des actions | 9 | (55) | (69) |
| (-) Charge d'intérêts financiers | | (188) | (131) |
| (-) Plus ou moins-values sur cession d'immobilisations | 3.3 | (93) | (29) |
| (-) Autres (déactualisation des avances, impact du coût amorti...) | | (82) | (15) |
| Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôts | | (2 670) | (3 737) |
| (-) Variation du besoin en fonds de roulement (nette des dépréciations de créances clients et stocks) des activités poursuivies | | (2 081) | (866) |
| Flux de trésorerie opérationnels utilisés pour les activités poursuivies | | (589) | (2 871) |
| Flux de trésorerie opérationnels utilisés pour les activités abandonnées | | - | 680 |
| Flux de trésorerie générés par les activités opérationnelles | | (589) | (2 191) |
| FLUX DE TRESORERIE LIES AUX ACTIVITES D'INVESTISSEMENT | | | |
| Acquisitions d'immobilisations incorporelles | 3.2 | (9) | - |
| Capitalisation des frais de développement | 3.2 | (386) | (358) |
| Acquisitions d'immobilisations corporelles | 3.3 | (1 165) | (486) |
| Cession d'immobilisations | | - | - |
| Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement | | (1 559) | (844) |
| FLUX DE TRESORERIE LIES AUX ACTIVITES DE FINANCEMENT | | | |
| Augmentation de capital nette de la conversion des obligations | 8 | 4 486 | 5 497 |
| Frais relatifs à l'augmentation de capital | 8 | (451) | (197) |
| Souscription et exercice de BSA | 9 | 6 | - |
| Remboursement de la dette sur obligations locatives | 10.1 | (367) | (352) |
| Encaissement d'avances et de prêts à l'innovation, net de frais | 10.2 | - | - |
| Remboursement d'avances | 10.2 | (280) | (664) |
| Emission d'obligations convertibles en actions, net de frais | 10.3 | - | - |
| Remboursement de l'emprunt obligataire | 10.3 | - | (1 300) |
| Souscription d'emprunts bancaires | 10.4 | 2 412 | 1 987 |
| Remboursements d'emprunts bancaires | 10.4 | (2 720) | (715) |
| Intérêts financiers bruts versés | | (195) | (133) |
| Autres flux de financement (préfinancement du CIR) | 10.5 | (64) | 64 |
| Autres flux de financement (affacturage) | 10 | 818 | 178 |
| Flux de trésorerie liés aux opérations de financement | | 3 644 | 4 366 |
| Incidences des variations des cours de devises | | (88) | 23 |
| Augmentation (Diminution de la trésorerie) | | 1 407 | 1 353 |
| Trésorerie et équivalent de trésorerie à l'ouverture | 7 | 1 602 | 247 |
| Trésorerie et équivalent de trésorerie à la clôture | 7 | 3 009 | 1 602 |
| Augmentation (Diminution de la trésorerie) | | 1 407 | 1 353 |

ANALYSE DETAILLEE DE LA VARIATION DU BESOIN DE FONDS DE ROULEMENT (BFR)

| Détail de la variation du BFR | 31/12/2025 12 mois | 31/12/2024 12 mois |
|---|-----------------------|-----------------------|
| Autres actifs financiers non courants | 3 | (20) |
| Autres créances non courantes | (101) | 112 |
| Stocks (nets des dépréciations de stocks) | 1 210 | 1 863 |
| Clients et comptes rattachés (nets des dépréciations de créances clients) | 861 | 547 |
| Autres créances | (117) | (26) |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | (4 198) | (3 453) |
| Dettes fiscales et sociales | 236 | (102) |
| Autres créditeurs et dettes diverses | 24 | 212 |
| Total des variations | (2 081) | (866) |

(Sauf indication contraire, les montants mentionnés dans cette annexe sont en milliers d'euros, excepté pour les données relatives aux actions. Certains montants peuvent être arrondis pour le calcul de l'information financière contenue dans les états financiers consolidés annuels. En conséquence, les totaux dans certains tableaux peuvent ne pas correspondre exactement à la somme des chiffres précédents.)

Note 1 : Présentation de l'activité et des événements majeurs

Les informations ci-après constituent l'Annexe des comptes consolidés IFRS faisant partie intégrante des états financiers présentés pour l'exercice clos le 31 décembre 2025.

Les états financiers consolidés d'Implanet ont été arrêtés par le conseil d'Administration du 24 février 2026 et autorisés à la publication.

1.1 Information relative à la Société et à son activité

Créée en décembre 2006, Implanet est une société de technologies médicales fabriquant des implants haut de gamme destinés à la chirurgie orthopédique et distribuant du matériel médical technologique (SMTP et robotique).

Son activité se décline autour d'une solution innovante destinée à améliorer le traitement des pathologies rachidiennes (JAZZ®) et d'un système de fixation hybride Jazz Spinal System™, se caractérisant par une solution complète de vis pédiculaires, co-développée avec la société Shanghai Sanyou Medical Co., Ltd (« Sanyou Medical ») dans le cadre du partenariat technologique conclu en novembre 2022. Ces gammes sont complétées des gammes de produits proposées par la société Orthopaedic & Spine Development (OSD) acquise en mai 2021 (vis thoraco-lombaires, cages et plaques cervicales). La plateforme d'orthopédie d'IMPLANET repose notamment sur la traçabilité de ses produits.

Protégé par 4 familles de brevets internationaux, JAZZ® a obtenu l'autorisation réglementaire 510(k) de la Food and Drug Administration (FDA) aux États-Unis, le marquage CE, l'autorisation Anvisa au Brésil et l'homologation par la CFDA en Chine.

La Société a choisi d'externaliser la majeure partie des opérations nécessaires à la fabrication de ses produits et travaille avec un réseau d'une vingtaine de sous-traitants sur la base de cahiers des charges très précis.

La Société est cotée sur le marché Euronext Growth à Paris.

Adresse du siège social :

Technopole Bordeaux Montesquieu – Allée François Magendie – 33650 MARTILLAC

Numéro du Registre du Commerce et des Sociétés : 493 845 341 RCS de BORDEAUX

La société Implanet et ses filiales sont ci-après dénommées la « Société » ou le « Groupe ». Depuis le mois de février 2024, Sanyou Medical occupe la position de tête du groupe Implanet. Sanyou Medical détient directement 100 % de Sanyou (HK) International Medical Holding Co., limited, qui constitue une filiale détenue en totalité. À son tour, Sanyou (HK) International Medical Holding Co., limited détient depuis février 2024 une participation majoritaire dans la société Implanet, société mère du groupe Implanet. A l'issue de l'augmentation de capital de novembre 2025, Sanyou (HK) International

Medical Holding Co., limited et des mandataires sociaux de Sanyou, agissant de concert, détiennent une participation de 70,63% dans la société Implanet.

Cette structure capitalistique confère à Sanyou Medical un contrôle effectif sur l'ensemble des entités du groupe Implanet, assurant ainsi une consolidation globale des résultats financiers et une maîtrise stratégique des activités du groupe.

1.2 Evènements marquants de l'exercice clos le 31 décembre 2025

Avril 2025 :

- IMPLANET a exposé ses solutions innovantes dans le rachis aux côtés des solutions robotiques de nouvelle génération d'8i Robotics Inc. lors du congrès AANS à Boston.
- IMPLANET a obtenu un financement sous la forme d'un nouveau prêt en fonds de roulement à court terme auprès de Shanghai Pudong Development Bank (« SPD Bank ») d'un montant total de 4,75 millions RMB, soit environ 0,57 M€, d'une durée de 12 mois, remboursable in fine, sans constitution de garantie et destiné aux paiements des fournisseurs et autres dépenses opérationnelles dont le remboursement est garanti par Sanyou Medical.

Juillet 2025 :

- IMPLANET annonce l'obtention de l'homologation du nouveau système JAZZ® par la CFDA en Chine.

Septembre 2025 :

- IMPLANET a signé avec TINAVI Medical Technologies un contrat de distribution exclusif du TiRobot® destiné à la chirurgie du rachis.

Novembre 2025 :

- IMPLANET annonce le succès de sa levée de fonds d'un montant de 4,49 M€ par émission de 17 942 989 actions nouvelles, avec maintien du droit préférentiel de souscription.
- IMPLANET a signé avec 8i Robotics Inc. d'un accord de partenariat pour l'évaluation clinique d'un robot assisté par le chirurgien destiné à la chirurgie du rachis.

Décembre 2025 :

- IMPLANET annonce ses premières interventions chirurgicales utilisant le système JAZZ® en Chine.

1.3 Evènements postérieurs à la clôture

Mars 2026 :


- IMPLANET obtient l'homologation par la FDA aux États-Unis pour sa gamme de cages 3D - Swingo.

1.4 Incertitudes géopolitiques

La Société pourrait être impactée directement ou indirectement par les incertitudes géopolitiques relatives au conflit russo-ukrainien, au conflit au Moyen-Orient et à la hausse des droits de douanes américain.

1.4.1 Conflit en Ukraine

La guerre en Ukraine déclenchée par les forces russes le 24 février 2022 a des conséquences économiques et financières importantes au niveau mondial. Les sanctions qui visent la Russie ont des incidences significatives pour les sociétés ayant des activités ou un lien d'affaires avec la Russie.



Au 31 décembre 2024 et au 31 décembre 2025, la Société n'a pas d'activité ou de lien d'affaires avec la Russie.

Toutefois, les activités de la Société pourraient être impactées par les conséquences directes ou indirectes du conflit qu'il n'est pas possible de quantifier avec précision à ce jour.

La Société pourrait notamment être exposée de plusieurs façons :

- Problèmes d'approvisionnements notamment sur des métaux (titane...) ou des polymères ;
- Hausse des coûts de production des produits en lien avec l'augmentation des matières premières et de l'énergie.

Les effets sur l'exercice 2025 sont restés toutefois limités.

1.4.2 Conflit au Moyen-Orient

Le 28 février 2026, le conflit au Moyen-Orient s'est intensifié avec l'entrée en guerre des Etats-Unis et d'Israël contre l'Iran.

Les impacts économiques et financiers de ce conflit sur les activités de la Société sont difficilement quantifiables avec précision à ce jour.

1.4.3 Evolution des tarifs douaniers

Dans un contexte actuel d'instabilité géopolitique et macroéconomique, une éventuelle augmentation des droits de douane sur les produits médicaux pourrait impacter négativement la compétitivité et les résultats du Groupe dans certaines régions du monde.

Les impacts de ces évolutions sont difficilement quantifiables avec précision à ce jour.

Note 2 : Principes, règles et méthodes comptables

2.1 Principe d'établissement des comptes

Déclaration de conformité

La Société a établi ses comptes consolidés conformément aux normes et interprétations publiées par l'International Accounting Standards Boards (IASB) et adoptées par l'Union Européenne à la date de préparation des états financiers, et ceci pour toutes les périodes présentées.

Ce référentiel, disponible sur le site de la Commission européenne, intègre les normes comptables internationales (IAS et IFRS) et les interprétations des comités d'interprétation (IFRS Interpretations Committee, ou IFRS IC, et Standing Interpretations Committee, ou SIC).

Les principes et méthodes comptables et options retenues par la Société sont décrits ci-après. Dans certains cas, les normes IFRS laissent le choix entre l'application d'un traitement de référence ou d'un autre traitement autorisé.

Principe de préparation des états financiers

Les comptes consolidés de la Société ont été établis selon le principe du coût historique à l'exception de certaines catégories d'actifs et passifs conformément aux dispositions édictées par les normes IFRS. Les catégories concernées sont mentionnées dans les notes concernées.

Continuité d'exploitation

Le conseil d'administration a arrêté les comptes consolidés 2025, actant une perte de 4,4 M€ en retenant l'hypothèse de continuité d'exploitation.


A la date d'arrêté des comptes, le conseil d'administration estime que la Société sera en mesure de pouvoir couvrir les besoins de financement des opérations prévues pour les douze prochains mois compte tenu notamment des éléments et hypothèses suivants :

- La trésorerie et les équivalents de trésorerie disponibles et placements financiers pour 3 M€ ;
- La mise en œuvre de facilités de paiement et le soutien financier du le groupe Sanyou Medical ;
- Les prévisions de consommation de trésorerie sur la base des hypothèses actuelles d'activité et des développements commerciaux anticipés avec Sanyou Medical sur les exercices 2026 et 2027.

L'analyse réalisée par le conseil d'administration prend notamment en compte certains aléas au niveau de la marche des affaires sociales.

En 2026, la Société a l'intention de mettre en œuvre son plan stratégique qui repose sur plusieurs axes prioritaires :

- ❖ Renforcer la présence de la Société aux États-Unis :
 - Renforcer les ressources et les moyens commerciaux mis à la disposition de l'équipe historique via le recrutement d'une force de vente expérimentée ;
 - Se doter des outils pour accélérer le déploiement de JAZZ® et des produits codéveloppés avec Sanyou Medical ;
 - Renforcer l'approche directe de la Société en élargissant l'équipe scientifique de leaders d'opinion.
- ❖ Déployer l'ensemble des gammes sur les zones géographiques stratégiques :
 - Assurer le déploiement commercial de JSS et des autres gammes Sanyou Medical, en France, aux Etats-Unis et à l'international ;
 - Etendre la distribution de la plateforme JAZZ® en Chine (premier marché mondial du rachis en volume) avec Sanyou Medical.
- ❖ Renforcer la dynamique de marché et de l'offre de produits :
 - Positionner Implanet comme distributeur exclusif en Europe et aux États-Unis des technologies d'assistance du groupe Sanyou et de ses partenaires ;
 - Lancer la gamme SMTP Quntas (scalpels à ultrasons avec aspiration), marquant l'entrée de la marque sur les marchés de la révision chirurgicale et de la chirurgie tumorale ;
 - Positionner IMPLANET comme partenaire des chirurgiens et des Établissements de Santé en matière d'Intelligence Artificielle de cobotique et de robotique adaptée à nos implants.

- 
- ❖ Finaliser l'enregistrement des produits existants dans le cadre du règlement européen sur les dispositifs médicaux (Medical Device Regulation ou « MDR ») et des 510(k) de la FDA aux Etats-Unis.

Le principe de la continuité de l'exploitation a ainsi été retenu par le conseil d'administration au regard des données et hypothèses ci-dessus et des mesures mises en œuvre par la Direction pour assurer le financement de la société au-delà de l'horizon de liquidité.

Néanmoins, la Société continue à étudier différentes solutions qui pourraient, sans être restrictives, prendre la forme de placements privés auprès d'investisseurs, la réalisation d'augmentations de capital, la mise en place d'emprunt obligataires, l'obtention de financements publics.

La situation déficitaire du Groupe au cours des périodes présentées est en lien avec :

- Son stade de développement : coûts de recherche et développement sur les projets en-cours non capitalisés : tests mécaniques, dépôts de brevets, protection propriété intellectuelle...,
- Les frais réglementaires et d'assurance qualité pour le maintien de ses autorisations de commercialisation des implants en Europe (marquage CE, homologation MDR),
- Les frais de déploiement commercial : lancements de nouveaux produits, expansion territoriale notamment aux Etats Unis...

Le Groupe IMPLANET continue d'apporter son soutien à l'ensemble de ses filiales.

Méthodes comptables

Les méthodes comptables appliquées pour les états financiers au 31 décembre 2025 sont les mêmes que pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 à l'exception des nouvelles normes, amendements de normes et interprétations dont l'application est obligatoire au 1er janvier 2025 :

- Amendements à IAS 21 *Effets des variations des cours des monnaies étrangères* : *Absence de convertibilité* publiés par l'IASB le 15 août 2023 et dont l'application est pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2025.

Ces nouveaux textes publiés par l'IASB et adoptés par l'Union Européenne n'ont pas eu d'incidence significative sur les états financiers de la Société.

Les nouvelles normes, amendements et interprétations récemment publiées et adoptées par l'Union Européenne qui peuvent être pertinentes pour les activités de la Société sont les suivantes :

- Amendements sur la classification et l'évaluation des instruments financiers : amendements à IFRS 9 *Instruments financiers* et IFRS 7 *Instruments financiers : Informations à fournir*, publiés par l'IASB le 30 mai 2024 et dont l'application est pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2026 ;
- Améliorations annuelles Volume 11 publié par l'IASB le 11 juillet 2024 et dont l'application est pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2026 ;
- Contrats faisant référence à l'électricité renouvelable : amendements à IFRS 9 *Instruments financiers* et IFRS 7 *Instruments financiers : Informations à fournir*, publié par l'IASB le 18 décembre 2024 et dont l'application est pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2026 ;
- IFRS 18 *Présentation et informations à fournir dans les états financiers*, publié par l'IASB le 9 avril 2024 et dont l'application est pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2027.

Les nouvelles normes, amendements et interprétations récemment publiées qui peuvent être pertinentes pour les activités de la Société mais qui n'ont pas encore été adoptées par l'Union Européenne sont les suivantes :

- IFRS 19 *Filiales n'ayant pas d'obligation d'information du public : Informations à fournir*, publié par l'IASB le 9 mai 2024 et dont l'application est pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2027 ;
- Amendements à IFRS 19 *Filiales n'ayant pas d'obligation d'information du public : Informations à fournir*, publiés par l'IASB le 21 août 2025 et dont l'application est pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2027 ;
- Amendements à IAS 21 *Effets des variations des cours des monnaies étrangères : Monnaie de présentation d'une économie hyperinflationniste*, publiés par l'IASB le 13 novembre 2025 et dont l'application est pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2027.

La Société n'a pas adopté de façon anticipée ces nouvelles normes, amendements de normes et interprétations et n'anticipe pas d'impact significatif sur ses états financiers à la date d'adoption.

2.2 Changement de méthode comptable

A l'exception des nouveaux textes identifiés ci-dessus, la Société n'a pas procédé à des changements de méthodes comptables au 31 décembre 2025.

2.3 Utilisation de jugements et d'estimations

Pour préparer les états financiers conformément aux IFRS, des estimations, des jugements et des hypothèses ont été faites par la Direction de la Société. Elles ont pu affecter les montants présentés au titre des éléments d'actif et de passif, les passifs éventuels à la date d'établissement des états financiers et les montants présentés au titre des produits et des charges de l'exercice.

Ces estimations sont basées sur l'hypothèse de la continuité d'exploitation et sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement. Elles sont évaluées de façon continue sur la base d'une expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement des appréciations de la valeur comptable des éléments d'actif et de passif. Les estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels pourraient différer sensiblement de ces estimations en fonction d'hypothèses ou de conditions différentes.

Les principales estimations ou jugements significatifs faits par la direction de la Société portent notamment sur les éléments suivants :

- Attribution de bons de souscriptions d'actions, de bons de souscriptions de parts de créateurs d'entreprises ou de stock-option aux salariés, dirigeants et aux prestataires extérieurs
 - La détermination de la juste valeur des paiements fondés sur des actions est basée sur le modèle Black & Scholes de valorisation d'option qui prend en compte des hypothèses sur des variables complexes et subjectives. Ces variables incluent notamment la valeur des titres de la Société, la volatilité attendue du cours de l'action sur la durée de vie de l'instrument ainsi que le comportement actuel et futur des détenteurs de ces instruments. Il existe un risque inhérent élevé de subjectivité découlant de l'utilisation d'un modèle de valorisation d'options dans la détermination de la juste valeur des paiements fondés sur des actions conformément à la norme IFRS 2.
 - Les hypothèses de valorisation retenues sont présentées en note 9.



- Détermination de la juste-valeur des dérivés passifs
 - La détermination de la juste valeur du dérivé passif est basée sur le modèle Black & Scholes de valorisation d'option qui prend en compte des hypothèses sur des variables complexes et subjectives. Ces variables incluent notamment la valeur des titres de la Société et la volatilité attendue du cours de l'action sur la durée de vie de l'instrument. Il existe un risque inhérent élevé de subjectivité découlant de l'utilisation d'un modèle de valorisation d'options dans la détermination de la juste valeur du dérivé passif conformément à la norme IFRS 9.
 - Les hypothèses de valorisation retenues sont présentées en note 10.3.
- Reconnaissance des frais de développement à l'actif
 - La Société consacre des efforts importants à la recherche et développement. Dans ce cadre, la Société doit effectuer des jugements et interprétations pour la détermination des frais de développement devant être capitalisés dès que l'ensemble des six critères définis par la norme IAS 38 sont satisfaits.
 - Les principes comptables et le montant des coûts capitalisés sont présentés en note 3.2.
- Dépréciation des stocks
 - La Société détermine une dépréciation de stocks à partir d'une analyse de la valeur nette de réalisation probable de ses stocks, laquelle est établie en fonction de données historiques et prévisionnelles. Dans ce cadre, la Société peut être amenée à prendre en compte des hypothèses (notamment en termes de consommations futures des produits jusqu'à la date de péremption desdits produits) et à effectuer des interprétations.
 - Les principes comptables et le montant des dépréciations sont présentés en note 5.
- Dépréciation des créances clients
 - Conformément à IFRS 9, la Société détermine le niveau de dépréciation des créances clients selon une approche basée sur les pertes attendues. Dans ce cadre, la Société peut être amenée à prendre en compte des hypothèses subjectives et effectuer des jugements pour la détermination des créances devant être provisionnées et le niveau de provisionnement.
 - Les principes comptables et le montant des dépréciations sont présentés en note 6.1.
- Non reconnaissance des impôts différés actifs nets des impôts différés passifs :
 - La détermination du montant des impôts différés actifs pouvant être reconnus nécessite que le management fasse des estimations à la fois sur la période de consommation des reports déficitaires, et sur le niveau des bénéfices imposables futurs, au regard des stratégies en matière de gestion fiscale.
 - Les principes comptables appliqués par le Groupe en termes de reconnaissance des impôts différés actifs sont précisés en note 19.
- Reconnaissance du chiffre d'affaires
 - La Société comptabilise le chiffre d'affaires à la date à laquelle le client obtient le contrôle du bien. La Société doit faire appel à son jugement et son interprétation afin de déterminer si les critères de reconnaissance du revenu définis par IFRS 15 sont remplis.



- Les principes comptables appliqués par la Société en termes de reconnaissance du revenu sont précisés en note 15.
- Provisions pour risques et charges
 - La Société peut être impliquée dans des procédures judiciaires, administratives ou réglementaires dans le cours normal de son activité. Une provision est enregistrée par la Société dès lors qu'il existe une probabilité suffisante que de tels litiges entraîneront des coûts à la charge de la Société. La Société met en œuvre des jugements et des interprétations afin de déterminer son meilleur estimé du risque encouru et d'établir le niveau de provisionnement du risque.
 - Les provisions pour risques et charges sont présentées en note 12.

2.4 Périmètre et méthodes de consolidation

Un investisseur consolide une entité s'il est exposé ou a droit aux rendements variables résultant de son implication dans l'entité et si le pouvoir qu'il détient sur cette entité lui permet d'influer sur ses rendements. Ce principe s'applique à toutes les entités, y compris les entités structurées.

Pour être considéré comme contrôlant une entité, un investisseur doit détenir cumulativement :

- Le pouvoir sur l'entité, c'est à dire lorsqu'il a des droits effectifs qui lui confèrent la capacité actuelle de diriger les activités de l'entité qui ont une incidence importante sur les rendements ;
- L'exposition ou droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité ;
- La capacité d'exercer son pouvoir sur l'entité de manière à influencer sur le montant des rendements qu'il obtient.

Les filiales sont consolidées par intégration globale à compter de la date à laquelle la Société en acquiert le contrôle. Elles sont déconsolidées à compter de la date à laquelle le contrôle cesse d'être exercé.

Les transactions et les soldes intragroupe sont éliminés. Les états financiers de la filiale sont préparés sur la même période de référence que ceux de la Société mère, sur la base de méthodes comptables homogènes.

La Société a le contrôle sur les filiales suivantes :

| FILIALES | Pays | 31/12/2025 | | 31/12/2024 | |
|--|------------|-------------------------|-----------------------|-------------------------|-----------------------|
| | | Pourcentage de contrôle | Pourcentage d'intérêt | Pourcentage de contrôle | Pourcentage d'intérêt |
| Implanet America Inc. (créée fin février 2013) | Etats-Unis | 100% | 100% | 100% | 100% |
| Implanet GmbH (créée en juillet 2018) (1) | Allemagne | 100% | 100% | 100% | 100% |
| Madison SASU (2) (créée en avril 2020) | France | 100% | 100% | 100% | 100% |
| Orthopaedic & Spine Development SASU (« OSD »), (acquise le 18 mai 2021) (3) | France | 100% | 100% | 100% | 100% |

- (1) Les société Implanet GmbH est en cours de fermeture et devrait être liquidée à l'amiable au cours de l'exercice 2026.
- (2) La société Madison est sans activité depuis sa création. Elle n'a pas été cédée dans le cadre de cession de la branche d'activité Madison.
- (3) La société OSD détenait une filiale, OSD Iberica qui n'est pas consolidée en raison de son caractère non significatif. Cette filiale a été liquidée en Avril 2023.

2.5 Monnaie fonctionnelle de présentation

Les états financiers de la Société sont établis en euro (€) qui est la monnaie de présentation et la monnaie fonctionnelle d'Implanet SA.

2.6 Méthode de conversion

2.6.1 Comptabilisation des opérations en monnaie étrangère

Les transactions en monnaie étrangère sont converties dans la monnaie fonctionnelle de la société en appliquant le cours de change en vigueur à la date des transactions. Les actifs et passifs monétaires libellés en monnaie étrangère à la date de clôture sont convertis dans la monnaie fonctionnelle en utilisant le cours de change à cette date.

Les gains et pertes de change résultant de la conversion d'éléments monétaires correspondent à la différence entre le coût amorti libellé dans la monnaie fonctionnelle à l'ouverture de la période, ajusté de l'impact du taux d'intérêt effectif et des paiements sur la période, et le coût amorti libellé dans la monnaie étrangère converti au cours de change à la date de clôture.

Les actifs et passifs non monétaires libellés en monnaie étrangère qui sont évalués à la juste valeur sont convertis dans la monnaie fonctionnelle en utilisant le cours de change de la date à laquelle la juste valeur a été déterminée. Les écarts de change résultant de ces conversions sont comptabilisés en résultat, à l'exception des écarts résultant de la conversion des instruments de capitaux propres disponibles à la vente, d'un passif financier désigné comme couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger, ou d'instruments qualifiés de couverture de flux de trésorerie, qui sont comptabilisés directement en capitaux propres.

Les écarts de change relatifs aux créances avec la filiale Implanet America Inc. sont comptabilisés directement en capitaux propres, ceux-ci étant relatifs à un investissement net à long terme.

2.6.2 Conversion des états financiers des filiales étrangères

Les actifs et passifs des filiales étrangères sont convertis sur la base des cours de change constatés à la clôture. Les éléments de leur compte de résultat sont convertis au cours moyen de la période.

La différence de conversion qui en résulte est portée directement en capitaux propres au poste réserve de conversion.

Les taux de change utilisés au cours des exercices présentés sont les suivants :

| TAUX DE CHANGE | 31/12/2025 | | 31/12/2024 | |
|-----------------|-----------------|------------|-----------------|------------|
| | Taux de clôture | Taux moyen | Taux de clôture | Taux moyen |
| USD - Dollar US | 1,1750 | 1,1384 | 1,0416 | 1,0850 |

Note 3 : Goodwill, Immobilisations incorporelles et corporelles

3.1 Goodwill

Le 18 mai 2021, la Société a acquis 100% des actions de la société OSD pour un montant de 4 276 K€.

Ce montant se compose d'un crédit vendeur pour un montant de 2 666 K€ et d'un emprunt obligataire remboursable en actions émis pour un montant nominal de 1 610 K€.

Cette prise de contrôle a été analysée comme une opération de regroupement d'entreprise au sens d'IFRS 3, ainsi le goodwill préliminaire a été calculé sur la base d'un prix d'acquisition à 100%.

À la suite de la détermination des actifs et passifs identifiables à la date d'acquisition, la Société a procédé à l'allocation du prix d'acquisition à des technologies développées en interne (289 K€) et de la relation clientèle (1 447 K€). Le goodwill OSD s'élevait à 1591 K€ au 31 décembre 2021 et au 31 décembre 2022.

A la suite de la certification aux Etats Unis (FDA) et en Europe (marquage CE) de la nouvelle gamme de produits de fixation postérieure hybride (JSS) intégrant la technologie de la société SANYOU MEDICAL dans le cadre du partenariat technologique. La Société anticipe une accélération des ventes de cette nouvelle gamme au cours des prochaines années.

Dans le cadre du test annuel de dépréciation du goodwill OSD réalisé au 31 décembre 2023 (cf. note 3.4), la Société a pris en compte dans ses projections l'éventuelle cannibalisation des produits existants OSD par les gammes récentes de SANYOU MEDICAL que la Société commercialisera à l'avenir.

La prise en compte de ces éléments a conduit la société a constaté une perte de valeur du goodwill OSD au 31 décembre 2023 et a comptabilisé une dépréciation pour son intégralité à hauteur de 1 591 K€ enregistrée au niveau des frais de marketing et ventes.

Au 31 décembre 2024 et au 31 décembre 2025, le goodwill OSD a une valeur nulle.

3.2 Immobilisations incorporelles

Principes comptables

Les immobilisations incorporelles sont principalement composées de licences, de développement de logiciels ainsi que des frais de développement.

Frais de recherche et développement

Les frais de recherche sont systématiquement comptabilisés en charges.

Selon la norme IAS 38, les frais de développement, sont comptabilisés en immobilisations incorporelles uniquement si l'ensemble des critères suivants sont satisfaits :

- a) Faisabilité technique nécessaire à l'achèvement du projet de développement,
- b) Intention de la Société d'achever le projet,
- c) Capacité de celui-ci à utiliser cet actif incorporel,
- d) Démonstration de la probabilité d'avantages économiques futurs attachés à l'actif,
- e) Disponibilité de ressources techniques, financières et autres afin d'achever le projet et
- f) Évaluation fiable des dépenses de développement.

Sont activables les coûts qui sont directement attribuables à la production de l'immobilisation, qui incluent :

- Les coûts des services utilisés ou consommés pour générer l'immobilisation incorporelle ;
- Les salaires et charges du personnel engagé pour générer l'actif.

Les dépenses ne sont activées qu'à partir de la date à laquelle les conditions d'activation de l'immobilisation incorporelle sont remplies. Les dépenses cessent d'être inscrites à l'actif lorsque l'immobilisation incorporelle est prête à être utilisée. Cette date de fin de développement est assimilée à celle à laquelle l'enregistrement réglementaire (marquage CE ou homologation FDA) est réalisé. La part du crédit d'impôt recherche relative à ces frais est enregistrée en moins de l'actif.

Logiciels

Les coûts liés à l'acquisition des licences de logiciels sont inscrits à l'actif sur la base des coûts encourus pour acquérir et pour mettre en service les logiciels concernés.

Autres immobilisations incorporelles

En application des critères de la norme IAS 38, les immobilisations incorporelles acquises sont comptabilisées à l'actif du bilan à leur coût d'acquisition.

Location

Les biens financés par des contrats de location au sens de la norme IFRS 16 relative aux contrats de location et qui ne répondent pas aux critères d'exemptions (contrats de location de « faible valeur », inférieur à 5 K\$ et contrats de courte durée, inférieur à 12 mois) sont comptabilisés à l'actif du bilan. La dette correspondante est inscrite au passif dans les « Dettes financières ».

Durée et charge d'amortissement

Lorsque les immobilisations ont une durée d'utilité finie, l'amortissement est calculé de façon linéaire afin de ventiler le coût sur leur durée d'utilité estimée, soit :

| Éléments | Durées d'amortissement |
|---|------------------------|
| Frais de développement et technologies développées en interne | 5 ans – Linéaire |
| Licences et développement de Logiciels | 1 à 3 ans – Linéaire |
| Progiciel comptable et de gestion (SAP) | 3 à 5 ans – Linéaire |
| Relation clientèle | 10 ans – Linéaire |

La charge d'amortissement des immobilisations incorporelles est comptabilisée en résultat dans la catégorie :

- Des « frais généraux et administratifs » pour les logiciels et progiciel comptable,
- Des « coûts de recherche et développement » et « coûts des affaires réglementaires et assurance qualité » pour l'amortissement des frais de développement capitalisés (en fonction de l'origine de la dépense capitalisée).

| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (Montants en K€) | Clientèle | Logiciels / Brevets | Frais de développement et technologies développées en interne | En-cours | Total |
|--|--------------|------------------------|---|--------------|--------------|
| VALEURS BRUTES | | | | | |
| Etat de la situation financière au 31 décembre 2023 | 1 447 | 1 083 | 4 929 | 152 | 7 611 |
| Capitalisation de frais de développement | - | - | 358 | - | 358 |
| Acquisition | - | - | - | - | - |
| Cession et mise au rebut | - | - | (692) | 696 | 4 |
| Etat de la situation financière au 31 décembre 2024 | 1 447 | 1 083 | 4 595 | 849 | 7 973 |
| Capitalisation de frais de développement | - | - | - | 394 | 394 |
| Acquisition | - | - | - | - | - |
| Transfert | - | 9 | 172 | (180) | - |
| Etat de la situation financière au 31 décembre 2025 | 1 447 | 1 091 | 4 766 | 1 063 | 8 367 |
| AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS | | | | | |
| Etat de la situation financière au 31 décembre 2023 | 392 | 432 | 3 692 | - | 4 516 |
| Augmentation | 144 | 43 | 488 | - | 884 |
| Diminution | - | - | - | - | - |
| Transfert et autres variations | (13) | 254 | (237) | - | 4 |
| Etat de la situation financière au 31 décembre 2024 | 523 | 728 | 3 943 | - | 5 194 |
| Augmentation | 144 | 161 | 291 | - | 595 |
| Diminution | - | - | - | - | - |
| Transfert et autres variations | - | 3 | (3) | - | - |
| Etat de la situation financière au 31 décembre 2025 | 667 | 892 | 4 231 | - | 5 789 |
| VALEURS NETTES COMPTABLES | | | | | |
| Au 31 décembre 2023 | 1 055 | 650 | 1 237 | 152 | 3 095 |
| Au 31 décembre 2024 | 924 | 354 | 652 | 849 | 2 779 |
| Au 31 décembre 2025 | 780 | 200 | 535 | 1 063 | 2 578 |



Les frais de développement activés au cours de l'exercice 2024 concernent principalement les projets *JSS Instrumentation* (30 K€), *Système fixation postérieure hybride JSS* (35 K€), et le projet relatif à l'obtention du *Medical Device Regulation* pour JAZZ et JSS (198 K€) et l'instrumentation JSS (116 K€).

Les frais de développement activés au cours de l'exercice 2025 concernent principalement les projets relatifs à l'obtention du *Medical Device Regulation* pour JAZZ et JSS (386 K€).

La Société n'a pas identifié d'indicateur de perte de valeur au sens de la norme IAS 36 au 31 décembre 2025. Aucun test de dépréciation des éléments incorporels n'a ainsi été réalisé à la clôture 2025. Aucune dépréciation complémentaire n'a été comptabilisée sur l'exercice 2025.

3.3 Immobilisations corporelles

Principes comptables

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) ou à leur coût de production par l'entreprise.

Ancillaires

Les ancillaires sont des instruments chirurgicaux spécifiques destinés à permettre la pose d'implants. Ces derniers sont présentés en installations techniques, matériel et outillages lorsqu'ils sont mis à la disposition d'un établissement de santé.

Dans le cas contraire, ils figurent en stocks et sont considérés comme étant disponibles à la vente.

Location

Les biens financés par des contrats de location au sens de la norme IFRS 16 relative aux contrats de location et qui ne répondent pas aux critères d'exemptions (contrats de location de « faible valeur », inférieur à 5 K\$ et contrats de courte durée, inférieur à 12 mois) sont comptabilisés à l'actif du bilan. La dette correspondante est inscrite au passif dans les « Dettes financières ».

Durée et charge d'amortissement

Les éléments d'actif font l'objet de plans d'amortissement déterminés selon la durée réelle d'utilisation du bien.

Les durées et modes d'amortissement retenus sont principalement les suivants :

| Éléments | Durées d'amortissement |
|--|------------------------|
| Ancillaires | 3 ans – Linéaire |
| Installations techniques, matériel et outillages | 5 à 10 ans – Linéaire |
| Installations générales, agencements, aménagements | 5 ans – Linéaire |
| Matériel de transport | 5 ans – Linéaire |
| Matériel de bureau et informatique | 3 ans – Linéaire |
| Mobilier | 4 à 7 ans – Linéaire |

La charge d'amortissement des immobilisations corporelles est comptabilisée en compte de résultat dans la catégorie :

- Des « frais généraux et administratifs » pour l'amortissement des installations, agencements et aménagements divers, le matériel de bureau et informatique, le mobilier ;
- Du « coût des opérations » pour l'amortissement des machines de stockage de marchandises (inclus dans les « installations et techniques, matériel et outillages ») ;
- Du « coût des ventes » pour l'amortissement des ancillaires (ou instruments chirurgicaux).

| IMMOBILISATIONS CORPORELLES (Montants en K€) | Constructions (droit d'utilisation) | Matériels et Outillages | Matériels et outillages (droit d'utilisation) | Installations et agencement s | Installations et agencements (droit d'utilisation) | Matériel de bureau, informatique, mobilier | Matériel de bureau, informatique et mobilier (droit d'utilisation) | Matériel de transport (droit d'utilisation) | En-cours | Total | Dont droit d'utilisation |
|--|---|----------------------------|--|--|---|---|--|---|----------|--------------|-----------------------------|
| VALEURS BRUTES | | | | | | | | | | | |
| Etat de la situation financière au 31 décembre 2023 | 1 605 | 3 459 | 327 | 128 | 31 | 353 | 22 | 234 | - | 6 159 | 2 219 |
| Acquisition | 607 | 479 | - | - | - | 7 | - | 92 | - | 1 185 | 699 |
| Cession | - | (43) | - | - | - | - | - | (114) | - | (156) | (114) |
| Reclassement | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Impact change | 11 | - | - | - | - | - | - | - | - | 11 | 11 |
| Transfert et autres variations | - | - | - | (17) | - | 27 | - | - | - | 11 | - |
| Etat de la situation financière au 31 décembre 2024 | 2 223 | 3 896 | 327 | 111 | 31 | 387 | 22 | 213 | - | 7 210 | 2 816 |
| Acquisition | - | 1 164 | - | - | 7 | - | - | 116 | - | 1 288 | 123 |
| Cession | - | (274) | - | - | - | - | - | (39) | - | (314) | (39) |
| Reclassement | - | 9 | - | - | - | (9) | - | - | - | - | - |
| Impact change | (21) | (3) | - | - | - | - | - | - | - | (25) | (21) |
| Transfert et autres variations | (18) | 5 | - | - | - | - | - | - | - | (13) | (18) |
| Etat de la situation financière au 31 décembre 2025 | 2 184 | 4 796 | 327 | 111 | 38 | 379 | 22 | 290 | - | 8 146 | 2 860 |
| AMORTISSEMENTS | | | | | | | | | | | |
| Etat de la situation financière au 31 décembre 2023 | 1 118 | 3 059 | 327 | 128 | 21 | 335 | 4 | 140 | - | 5 132 | 1 611 |
| Augmentation | 266 | 228 | - | - | 6 | 13 | 4 | 76 | - | 594 | 353 |
| Reclassement | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Diminution | - | (19) | - | - | - | - | - | (89) | - | (108) | (89) |
| Impact change | 5 | - | - | - | - | - | - | - | - | 5 | 5 |
| Transfert et autres variations | (7) | (6) | - | (18) | - | 20 | - | 2 | - | (9) | (5) |
| Etat de la situation financière au 31 décembre 2024 | 1 383 | 3 261 | 327 | 110 | 27 | 368 | 9 | 129 | - | 5 615 | 1 876 |
| Augmentation | 281 | 366 | - | - | 7 | 8 | 4 | 75 | - | 742 | 368 |
| Reclassement | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Diminution | - | (184) | - | - | - | - | - | (36) | - | (220) | (36) |
| Impact change | (14) | - | - | - | - | (4) | - | - | - | (19) | (14) |
| Transfert et autres variations | - | 5 | - | - | - | - | - | - | - | 5 | - |
| Etat de la situation financière au 31 décembre 2025 | 1 650 | 3 448 | 327 | 111 | 34 | 371 | 13 | 169 | - | 6 123 | 2 193 |
| VALEURS NETTES COMPTABLES | | | | | | | | | | | |
| Au 31 décembre 2023 | 487 | 400 | - | - | 10 | 18 | 18 | 94 | - | 1 027 | 608 |
| Au 31 décembre 2024 | 840 | 635 | - | 1 | 4 | 20 | 13 | 83 | - | 1 595 | 940 |
| Au 31 décembre 2025 | 534 | 1 348 | - | - | 4 | 8 | 9 | 121 | - | 2 023 | 667 |



Les installations techniques, matériels et outillages sont principalement composés des ancillaires mis en service lors de leur mise à disposition dans les établissements de santé.

Au 31 décembre 2024, la société a reconnu un droit d'utilisation au titre de la prolongation anticipée du contrat de location de ses locaux à Martillac pour une période triennale complémentaire jusqu'à fin septembre 2028, pour un montant de 607 K€. En avril 2025, un nouveau contrat de location de ses locaux à Martillac a été signé ayant engendré une modification du montant du droit d'utilisation pour -18 K€ sur 2025.

Au 31 décembre 2025, la société a reconnu un droit d'utilisation au titre de la signature de trois nouveaux contrats de location de matériel de transport, pour un montant de 84 K€, ainsi qu'au titre de la prolongation de six anciens contrats de location de matériel de transport, pour 32 K€.

La société a également reconnu un droit d'utilisation au titre de la prolongation automatique du contrat de location de son laveur-désinfecteur, pour un montant de 7 K€.

3.4 Perte de valeur des immobilisations incorporelles et corporelles

Principes comptables

Les actifs ayant une durée d'utilité indéterminée ne sont pas amortis et sont soumis à un test annuel de dépréciation.

Les actifs amortis sont soumis à un test de dépréciation chaque fois qu'il existe un indice interne ou externe montrant qu'un actif a pu perdre de sa valeur.

Les indices de pertes de valeurs sur les technologies regroupent notamment :

- Des résultats mitigés ou négatifs des essais précliniques et cliniques ;
- Le décalage ou le non-respect du planning de développement des dispositifs médicaux ;
- Des éventuelles actions de tiers en opposition sur la propriété intellectuelle de la Société,
- L'arrivée sur le marché de technologies concurrentes innovantes pouvant remettre en cause les hypothèses de taux de pénétration projetés du marché, le développement commercial des gammes de produits ou la conclusion de partenariat.
- Une évolution défavorable du chiffre d'affaires des produits ou gamme de produits distribués ou commercialisés par la Société.

Le test de dépréciation consiste à comparer la valeur nette comptable de l'actif testé à sa valeur recouvrable. Le test est réalisé au niveau de l'Unité Génératrice de Trésorerie (« UGT ») qui est le plus petit groupe d'actifs qui inclut l'actif et dont l'utilisation continue génère des entrées de trésorerie largement indépendantes de celles générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs.

Une perte de valeur est comptabilisée à concurrence de l'excédent de la valeur comptable sur la valeur recouvrable de l'actif. La valeur recouvrable d'un actif correspond à sa juste valeur diminuée des coûts de cession ou sa valeur d'utilité, si celle-ci est supérieure.

La juste valeur diminuée des coûts de sortie est le montant qui peut être obtenu de la vente d'un actif lors d'une transaction dans des conditions de concurrence normale entre des parties bien informées et consentantes, diminué des coûts de sortie.

La valeur d'utilité est la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimés attendus de l'utilisation continue d'un actif et de sa sortie à la fin de sa durée d'utilité. La valeur d'utilité est déterminée à partir des flux de trésorerie estimés sur la base des plans ou budgets établis sur cinq ans, les flux étant au-delà extrapolés par application d'un taux de croissance constant ou décroissant, et actualisés en retenant des taux du marché à long terme après impôt qui reflètent les estimations du marché de la valeur temps de l'argent et les risques spécifiques des actifs. La valeur terminale est déterminée à partir de l'actualisation à l'infini du dernier flux de trésorerie du test.

La Société n'a pas identifié d'indice de perte de valeur au 31 décembre 2024 et au 31 décembre 2025.

Note 4 : Autres actifs financiers

Principes comptables

Les actifs financiers du Groupe sont constitués :

- De prêts et créances initialement comptabilisés à la juste valeur, puis évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif. Les dépôts de garantie sont des actifs financiers non-dérivés à paiements déterminés ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif.
- D'actifs financiers à la juste valeur par le compte de résultat. Ils représentent les actifs détenus à des fins de transaction. Ils sont évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat. Certains actifs peuvent également faire l'objet d'un classement volontaire dans cette catégorie. Cette catégorie inclut les bons moyen termes négociables et les dépôts à terme. Ces actifs relèvent de la catégorie 1 définie par la norme IFRS 7.

Les actifs financiers avec une échéance à plus d'un an sont classés en « autres actifs financiers non courants » conformément à la norme IAS 1.

| AUTRES ACTIFS FINANCIERS (Montants en K€) | 31/12/2025 | 31/12/2024 |
|--|------------|------------|
| Contrat de liquidité | - | - |
| Cautions | 89 | 86 |
| Total autres actifs financiers non courants | 89 | 86 |

Les actifs financiers non courants sont constitués de cautions au titre des baux commerciaux pour les locaux en France et aux Etats-Unis.

La Société n'a plus de contrat de liquidité depuis janvier 2023.

Note 5 : Stocks

Principes comptables

Les stocks sont évalués suivant la méthode du coût unitaire moyen pondéré.

Les stocks sont comptabilisés à leur coût d'achat ou à leur valeur nette de réalisation, si celle-ci est inférieure. Dans ce dernier cas, la perte de valeur est enregistrée en résultat.

Dépréciation

Une provision pour dépréciation de stocks est déterminée en fonction de la valeur nette de réalisation probable des stocks, laquelle est évaluée à partir de données historiques et prévisionnelles : délai de consommation moyen des produits en stocks et son impact potentiel sur la durée restante jusqu'à la date de péremption desdits produits (dates d'expiration). Les dépréciations de stocks sont enregistrées au compte de résultat dans la catégorie du « coût des opérations ».



| STOCKS (Montants en K€) | 31/12/2025 | 31/12/2024 |
|--|-------------------|-------------------|
| Stocks de matières premières | 77 | 129 |
| Stocks de marchandises | 5 094 | 3 609 |
| Stocks de produits semi-finis | 1 108 | 1 292 |
| Stocks d'ancillaires et d'instruments | 1 223 | 1 001 |
| Total brut des stocks | 7 502 | 6 031 |
| Dépréciation des stocks de marchandises | (206) | (239) |
| Dépréciation des stocks de produits semi-finis | (205) | (71) |
| Dépréciation des stocks d'ancillaires et d'instruments | (78) | (79) |
| Total dépréciation des stocks | (490) | (388) |
| Total net des stocks | 7 013 | 5 643 |

Le stock de matières premières est essentiellement constitué de composants en polymère, des notices des produits et d'emballages.

Le stock de marchandises est principalement composé des différentes catégories d'implants pour le rachis ainsi que de matériel médical technologique tel que le bistouri chirurgical à ultrason.

Le stock d'ancillaires et d'instruments est constitué du matériel neuf disponible à la vente et non mis à la disposition des établissements de santé.

Note 6 : Créances

Principes comptables

Les créances sont évaluées à la juste valeur, qui correspond à leur valeur nominale. Elles sont, le cas échéant, dépréciées au cas par cas par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu.

6.1 Créances clients

Principes comptables

Affacturation et cession Dailly

Les créances clients font partiellement l'objet de cession de créances dans le cadre de contrats d'affacturation ou de cession Dailly. Selon les dispositions de la norme IFRS 9, ce transfert ne donne pas lieu à décomptabilisation du fait de la conservation par la Société de la quasi-totalité des risques et avantages de l'actif transféré. Ainsi, l'intégralité de l'actif transféré figure au niveau des créances clients et une dette financière courante est enregistrée pour le montant de la trésorerie reçue.

Dépréciation

Les produits de la Société sont vendus à des hôpitaux publics et privés et à des distributeurs. Conformément à la norme IFRS 9, la dépréciation client est déterminée selon une approche basée sur les pertes attendues. Elle est présentée au compte de résultat dans la catégorie « ventes, distribution et marketing ».



| CLIENTS ET COMPTES RATTACHES (Montants en K€) | 31/12/2025 | 31/12/2024 |
|---|-------------------|-------------------|
| Clients et comptes rattachés | 3 238 | 2 274 |
| Dépréciation des clients et comptes rattachés | (86) | (58) |
| Total net des clients et comptes rattachés | 3 152 | 2 216 |

L'antériorité des créances se décompose comme suit :

| CLIENTS ET COMPTES RATTACHES (Montants en K€) | 31/12/2025 | 31/12/2024 |
|---|-------------------|-------------------|
| Part non échu | 2 058 | 1 333 |
| Echu à moins de 90 jours | 901 | 670 |
| Echu entre 90 jours et six mois | 131 | 272 |
| Echu entre six mois et douze mois | 67 | (43) |
| Echu au-delà de douze mois | 81 | 42 |
| Total brut des clients et comptes rattachés | 3 238 | 2 274 |

6.2 Autres créances

Principes comptables

Crédit d'Impôt Recherche et Innovation

Des crédits d'impôt recherche et innovation sont octroyés aux entreprises par l'État français afin de les inciter à réaliser des recherches d'ordre technique et scientifique. Les entreprises qui justifient de dépenses remplissant les critères requis bénéficient d'un crédit d'impôt qui peut être utilisé pour le paiement de l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice de réalisation des dépenses et des trois exercices suivants ou, le cas échéant, être remboursé pour sa part excédentaire.

En l'absence de résultat imposable, lorsqu'une société dispose du statut de PME communautaire, la créance sur l'Etat relative au Crédit d'Impôt Recherche (« CIR ») et au Crédit d'Impôt Innovation (« CII ») sont remboursables l'année suivant celle de leurs constatations.

Les crédits d'impôts recherche et innovation sont enregistrés à l'actif sur l'exercice d'acquisition correspondant à l'exercice au cours duquel des dépenses éligibles donnant naissance au crédit d'impôt ont été engagées.

Les crédits d'impôts recherche et innovation sont présentés au compte de résultat en subvention au niveau des « coûts de recherche et développement », des « coûts des affaires réglementaires et assurance qualité » ou des « frais de marketing et ventes » en fonction de l'origine de la dépense.

| AUTRES CREANCES (Montants en K€) | 31/12/2025 | 31/12/2024 |
|--|-------------------|-------------------|
| CIR Retenue de garantie | - | 6 |
| Crédit d'impôt recherche (2) | 12 | 106 |
| Total autres créances non courantes | 12 | 112 |
| Créances fiscales (1) | 449 | 542 |
| Crédit d'impôt recherche (2) | - | 0 |
| Crédit d'impôt innovation (3) | - | 17 |
| Complément de prix dans le cadre de la cession de l'activité Madison (4) | - | 170 |
| Personnel et comptes rattachés | 21 | 32 |
| Fournisseurs débiteurs | 27 | 27 |
| Charges constatées d'avance (5) | 60 | 64 |
| Divers | 15 | 4 |
| Total autres créances | 572 | 856 |

(1) Les créances fiscales sont relatives principalement à la TVA déductible et au remboursement de TVA. Elle comporte également des créances envers la Région PACA et la Région nouvelle Aquitaine pour des subventions à recevoir pour 96 K€ au 31 décembre 2025 et 151 K€ au 31 décembre 2024 enregistrée en partie en produits constatés d'avance (cf. Note 13).

(2) Crédit d'impôt recherche (« CIR ») :

- Au 31 décembre 2024, la créance de CIR comprend le CIR 2023 et le CIR 2024 pour 56 K€ et 50 K€ respectivement. Les créances de CIR et de CII 2023 ont fait l'objet d'un préfinancement auprès de la banque Delubac pour 64 K€. Au cours de l'exercice 2025, les créances de CIR et de CII de 2023 et de 2024 ont été intégralement remboursées à l'entreprise par l'administration fiscale, ce qui a entraîné l'extinction de la créance au 31 décembre 2025.
- La créance de CIR 2025 s'élève à 12 K€ au 31 décembre 2025 et a été présentée en actif financier non courant.

(3) Crédit d'impôt innovation (« CII ») :

- Au 31 décembre 2024 : CII au titre de l'exercice 2023 pour 9 K€ et de l'exercice 2024 pour 8 K€.

(4) Solde du prix de cession et complément de prix dans le cadre de la cession de l'activité Madison

Un complément de prix de 850 K€, dépendant notamment de l'obtention d'une autorisation réglementaire par le cessionnaire, a été reconnu sur le premier semestre 2024.

Un règlement de 680 K€ est intervenu fin 2024 et un second règlement de 170 K€ au cours du deuxième semestre 2025, soldant la créance initiale au 31 décembre 2025.

Le complément de prix pouvant atteindre 500 K€ (sous la forme d'un commissionnement sur les ventes réalisées par SERF avec le partenaire KICO sur une durée de 5 ans jusqu'à fin 2026) n'a pas été reconnu à la clôture 2025.

(5) Les charges constatées d'avance se rapportent à des charges courantes et se décomposent de la façon suivante :

| CHARGES CONSTATEES D'AVANCE (Montants en K€) | 31/12/2025 | 31/12/2024 |
|--|-------------------|-------------------|
| Locations | 8 | 10 |
| Assurances | 6 | 5 |
| Maintenance informatique | 22 | 24 |
| Déplacements, Missions et Réceptions | 6 | |
| Congrès | 13 | |
| Honoraires | 4 | 4 |
| Divers | 1 | 22 |
| Total des charges constatées d'avance | 60 | 64 |

Note 7 : Trésorerie et équivalents de trésorerie

Principes comptables

La trésorerie et équivalents de trésorerie comprennent les disponibilités bancaires, les disponibilités en caisse et les dépôts à court terme ayant une échéance initiale de moins de trois mois.

Les équivalents de trésorerie sont constitués de dépôts à terme. Les équivalents de trésorerie sont détenus à des fins de transaction, facilement convertibles en un montant de trésorerie connu et sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur. Ils sont évalués à la juste valeur et les variations de valeur sont enregistrées en résultat financier. Ces actifs relèvent de la catégorie 1 définie par la norme IFRS 7.

Pour les besoins du tableau des flux de trésorerie, la trésorerie nette comprend la trésorerie et les équivalents de trésorerie tels que définis ci-dessus ainsi que les concours bancaires courants.

| TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE (Montants en K€) | 31/12/2025 | 31/12/2024 |
|--|-------------------|-------------------|
| Comptes bancaires | 3 009 | 1 602 |
| Total trésorerie et équivalents de trésorerie | 3 009 | 1 602 |

Note 8 : Capital

Principes comptables

Les coûts accessoires directement attribuables à l'émission d'actions ou d'options sur actions sont comptabilisés en déduction des capitaux propres.

8.1 Capital émis

| COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL | A la clôture des exercices présentés | |
|--------------------------------------|---|-------------------|
| | 31/12/2025 | 31/12/2024 |
| Capital (en K€) | 1 438 | 1 250 |
| Nombre d'actions | 143 818 971 | 124 968 484 |
| dont Actions ordinaires | 143 818 971 | 124 968 484 |
| Valeur nominale (en euros) | € 0,01 | € 0,01 |



Au 31 décembre 2025, le capital social s'élève à 1 438 K€. Il est divisé en 143 818 971 actions ordinaires entièrement souscrites et libérées d'un montant nominal de 0,01 €.

Ce nombre s'entend hors Bons de Souscription d'Actions (« BSA »), Bons de souscriptions de parts de créateurs d'entreprises (« BSPCE ») et Stock-Option octroyés à certains investisseurs et à certaines personnes physiques, salariées ou non de la Société et non encore exercés.

Mouvements du capital social

Au cours de l'exercice 2025, la Société a constaté :

- une augmentation de capital en novembre 2025 d'un montant total de 4 486 K€ ayant conduit à l'émission de 17 942 989 actions d'une valeur nominale de 0,01€ ;
- l'attribution définitive d'actions gratuites ayant conduit à l'émission de 907 498 actions à leur valeur nominale soit un montant de 9 K€.

Au cours de l'exercice 2024, la Société avait constaté :

- une augmentation de capital en février 2024 d'un montant total de 5 497 K€ ayant conduit à l'émission de 83 924 897 actions d'une valeur nominale de 0,01€.

8.2 Gestion du capital

La politique de la Société consiste à maintenir une base de capital solide, afin de préserver la confiance des investisseurs, des créanciers et de soutenir le développement futur de l'activité.

La Société ne dispose plus de contrat de liquidité depuis janvier 2023.

8.3 Distribution de dividendes

La Société n'a procédé à aucune distribution de dividendes sur les exercices présentés.

Note 9 : Paiements en actions

Principes comptables

Depuis sa création, la Société a mis en place plusieurs plans de rémunération dénoués en instruments de capitaux propres sous la forme de « bons de souscriptions d'actions » (« BSA »), de « bons de souscriptions de parts de créateurs d'entreprises » (« BSPCE »), d'attributions gratuites d'actions (« AGA ») et de stock-options.

En application de la norme IFRS 2, le coût des transactions réglées en instruments de capitaux propres est comptabilisé en charge sur la période au cours de laquelle les droits à bénéficier des instruments de capitaux propres sont acquis, en contrepartie d'une augmentation des capitaux propres.

La Société a appliqué la norme IFRS 2 à l'ensemble des instruments de capitaux propres octroyés à des salariés, dirigeants, membres du conseil d'administration ou à des personnes physiques lui fournissant des services tels que des consultants.

La juste valeur des bons de souscription d'actions octroyés aux employés est déterminée par application du modèle Black-Scholes de valorisation d'options. Il en est de même pour les options octroyées à d'autres personnes physiques fournissant des services similaires, la valeur de marché de ces derniers n'étant pas déterminable.

Bons de souscriptions d'actions (« BSA »)

Le tableau ci-dessous récapitule les données relatives aux plans émis ainsi que les hypothèses retenues pour la valorisation selon la norme IFRS 2 :

| Type | Date d'attribution | Caractéristiques des plans | | | | Hypothèses retenues | | |
|----------------|--------------------|--------------------------------|------------------|-------------------------|--|---------------------|------------------|--|
| | | Nombre total de bons attribués | Durée d'exercice | Prix d'exercice initial | Prix d'exercice ajusté (1) (2) (3) (4) (5) | Volatilité | Taux sans risque | Valorisation totale IFRS2 initiale (Black&Scholes) (en K€) |
| BSA 07/2015 | CA du 15/07/2015 | 44 699 | 10 ans | 2,890 € | 107,755 € | 33,15% | 0,31% | 22 |
| BSA 07/2016 T1 | CA du 11/07/2016 | 56 000 | 10 ans | 1,330 € | 49,419 € | 34,86% | -0,51% | 12 |
| BSA 09/2017 | CA du 19/09/2017 | 60 000 | 10 ans | 0,660 € | 25,640 € | 34,42% | -0,10% | 11 |
| BSA 01/2018 | CA du 23/01/2018 | 120 000 | 10 ans | 0,650 € | 25,251 € | 34,67% | 0,08% | 9 |
| BSA 09/2019 | CA du 09/09/2019 | 400 000 | 10 ans | 0,076 € | 2,859 € | 38,86% | -0,78% | 7 |
| BSA 07/2025 | CA du 16/07/2025 | 600 000 | 10 ans | 0,169 € | 0,168 € | 54,44% | 2,32% | 48 |

(1) Suite à l'augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription en novembre 2016, les bons ont fait l'objet d'un ajustement de parité de 1,05 (décision du conseil d'administration du 17 novembre 2016).

(2) Suite au regroupement par l'Assemblée Générale de la Société du 25 mars 2019 et sur usage de sa délégation par le conseil d'administration le 11 décembre 2019, avec effet au 3 février 2020, quarante bons antérieurement attribués à cette date donnaient droit de souscrire 1 action.

(3) Suite à la réduction de capital non motivée par des pertes par voie de diminution de la valeur nominale des actions (décision du conseil d'administration du 19 septembre 2023), le prix de souscription des bons a fait l'objet d'une diminution de 0,09€.

- (4) Suite à l'augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription en février 2024, les bons ont fait l'objet d'un ajustement de parité de 1,02 (décision du Directeur Général par délégation du conseil d'administration du 2 février 2024).
- (5) Suite à l'augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription en novembre 2025, les bons ont fait l'objet d'un ajustement de parité de 1,006 (décision du Directeur Général par délégation du conseil d'administration du 3 novembre 2025).

La période d'acquisition des droits des plans émis est la suivante :

| Type | Période d'acquisition des droits | | | 31/12/2024 | | 31/12/2025 | |
|----------------|----------------------------------|-------------------|-------------------|---------------------------|--|---------------------------|--|
| | | | | Nombre de bons exerçables | Nombre de bons en cours d'acquisition des droits | Nombre de bons exerçables | Nombre de bons en cours d'acquisition des droits |
| BSA 07/2015 | 1/3 au 01/07/2016 | 1/3 au 01/07/2017 | 1/3 au 01/07/2018 | 28 500 | - | - | - |
| BSA 07/2016 T1 | 1/3 au 01/07/2017 | 1/3 au 01/07/2018 | 1/3 au 01/07/2019 | 30 000 | - | 30 000 | - |
| BSA 09/2017 | 1/3 au 19/09/2018 | 1/3 au 19/09/2019 | 1/3 au 19/09/2020 | 40 000 | - | 40 000 | - |
| BSA 01/2018 | 1/3 au 01/02/2019 | 1/3 au 01/02/2020 | 1/3 au 01/02/2021 | 20 000 | - | 20 000 | - |
| BSA 09/2019 | 1/3 au 01/09/2020 | 1/3 au 01/09/2021 | 1/3 au 01/09/2023 | 300 000 | - | 300 000 | - |
| BSA 07/2025 | 1/3 au 01/07/2026 | 1/3 au 01/07/2027 | 1/3 au 01/07/2028 | - | - | - | 600 000 |
| | | | | 418 500 | - | 390 000 | 600 000 |

Les BSA attribués à des administrateurs sont sujets à une condition de présence des bénéficiaires au conseil d'administration de la Société. S'agissant des BSA attribués aux consultants et en cours d'acquisition, ils pourront être acquis dans la mesure où leur contrat conclu avec la Société soit demeuré en vigueur toute l'année calendaire précédant la date considérée.

| Type | Date d'attribution | Nombre de bons en circulation | | | | 31/12/2025 | Nombre maximum d'actions pouvant être souscrites (1) |
|----------------|--------------------|-------------------------------|----------------|---------|-----------------|----------------|--|
| | | 31/12/2024 | Attribués | Exercés | Caducs | | |
| BSA 07/2015 | CA du 15/07/2015 | 28 500 | - | - | (28 500) | - | - |
| BSA 07/2016 T1 | CA du 11/07/2016 | 30 000 | - | - | - | 30 000 | 807 |
| BSA 09/2017 | CA du 19/09/2017 | 40 000 | - | - | - | 40 000 | 1 025 |
| BSA 01/2018 | CA du 23/01/2018 | 20 000 | - | - | - | 20 000 | 513 |
| BSA 09/2019 | CA du 09/09/2019 | 300 000 | - | - | - | 300 000 | 7 695 |
| BSA 07/2025 | CA du 16/07/2025 | - | 600 000 | - | - | 600 000 | 603 600 |
| Total | | 418 500 | 600 000 | - | (28 500) | 990 000 | 613 640 |

(1) Suite aux ajustements de parité tels que décrits ci-avant.

Bons de souscriptions de parts de créateurs d'entreprises (« BSPCE »)

Le tableau ci-dessous récapitule les données relatives aux plans émis ainsi que les hypothèses retenues pour la valorisation selon la norme IFRS2 :

| Type | Date d'attribution | Caractéristiques des plans | | | | Hypothèses retenues | | |
|------------------|--------------------|--------------------------------|------------------|-------------------------|--|---------------------|------------------|--|
| | | Nombre total de bons attribués | Durée d'exercice | Prix d'exercice initial | Prix d'exercice ajusté (1) (2) (3) (4) (5) | Volatilité | Taux sans risque | Valorisation totale IFRS2 initiale (Black&Scholes) (en K€) |
| BSPCE 03/2016 | CA du 24/03/2016 | 370 000 | 10 ans | 1,500 € | 55,656 € | 34,40% | -0,16% | 133 |
| BSPCE 07/2016 T1 | CA du 11/07/2016 | 209 488 | 10 ans | 1,330 € | 49,419 € | 34,86% | -0,51% | 68 |
| BSPCE 01/2018 | CA du 23/01/2018 | 417 000 | 10 ans | 0,650 € | 25,251 € | 34,67% | 0,08% | 79 |
| BSPCE 09/2019 | CA du 09/09/2019 | 3 675 000 | 10 ans | 0,076 € | 2,859 € | 38,86% | -0,78% | 101 |
| BSPCE 11/2020 | CA du 13/11/2020 | 200 000 | 10 ans | 0,831 € | 0,722 € | 46,73% | -0,70% | 64 |

- (1) Suite à l'augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription en novembre 2016, les bons ont fait l'objet d'un ajustement de parité de 1,05 (décision du conseil d'administration du 17 novembre 2016).
- (2) Suite au regroupement par l'Assemblée Générale de la Société du 25 mars 2019 et sur usage de sa délégation par le conseil d'administration le 11 décembre 2019, avec effet au 3 février 2020, quarante bons antérieurement attribués à cette date donnaient droit de souscrire 1 action.
- (3) Suite à la réduction de capital non motivée par des pertes par voie de diminution de la valeur nominale des actions (décision du conseil d'administration du 19 septembre 2023), le prix de souscription des bons a fait l'objet d'une diminution de 0,09€.
- (4) Suite à l'augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription en février 2024, les bons ont fait l'objet d'un ajustement de parité de 1,02 (décision du Directeur Général par délégation du conseil d'administration du 2 février 2024).
- (5) Suite à l'augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription en novembre 2025, les bons ont fait l'objet d'un ajustement de parité de 1,006 (décision du Directeur Général par délégation du conseil d'administration du 3 novembre 2025).

La période d'acquisition des droits des plans émis est la suivante :

| Type | Période d'acquisition des droits | 31/12/2024 | | 31/12/2025 | |
|------------------|--|---------------------------|--|---------------------------|--|
| | | Nombre de bons exerçables | Nombre de bons en cours d'acquisition des droits | Nombre de bons exerçables | Nombre de bons en cours d'acquisition des droits |
| BSPCE 03/2016 | 1/3 au 1/04/2017 1/3 au 1/04/2018 1/3 au 1/04/2019 | 307 000 | - | 307 000 | - |
| BSPCE 07/2016 T1 | 1/3 au 01/07/2016 1/3 au 1/07/2017 1/3 au 1/07/2018 | 158 407 | - | 156 854 | - |
| BSPCE 01/2018 | 1/3 au 1/02/2019 1/3 au 1/02/2020 1/3 au 1/02/2021 | 256 000 | - | 250 000 | - |
| BSPCE 09/2019 | 30% à la signature d'un contrat de partenariat, 30% à la signature d'un financement ou d'un accord stratégique, 40% à la réalisation des programmes clés de la société (20% à l'obtention du marquage US FDA de l'implant Mariner Jazz Cap et 20% à l'obtention du marquage US FDA de l'implant Madison EVO) | 524 000 | - | 509 000 | - |
| BSPCE 11/2020 | 50% au 1er janvier 2022 et 50% au 1er janvier 2023 (sous condition : signature d'un contrat d'acquisition d'une société avant le 31 décembre 2021) | 152 500 | - | 152 500 | - |
| | | 1 397 907 | - | 1 375 354 | - |

Les BSPCE sont sujets à une condition de présence des bénéficiaires au sein de la Société en tant que salarié ou mandataire social.

| Type | Date d'attribution | Nombre de bons en circulation | | | | Nombre maximum d'actions pouvant être souscrites (1) | |
|------------------|--------------------|-------------------------------|-----------|---------|-----------------|--|----------------|
| | | 31/12/2024 | Attribués | Exercés | Caducs | | 31/12/2025 |
| BSPCE 03/2016 | CA du 24/03/2016 | 307 000 | - | - | - | 307 000 | 8 266 |
| BSPCE 07/2016 T1 | CA du 11/07/2016 | 158 407 | - | - | (1 553) | 156 854 | 4 214 |
| BSPCE 01/2018 | CA du 23/01/2018 | 256 000 | - | - | (6 000) | 250 000 | 6 409 |
| BSPCE 09/2019 | CA du 09/09/2019 | 524 000 | - | - | (15 000) | 509 000 | 13 055 |
| BSPCE 11/2020 | CA du 13/11/2020 | 152 500 | - | - | - | 152 500 | 156 480 |
| Total | | 1 397 907 | - | - | (22 553) | 1 375 354 | 188 424 |

(1) Suite aux ajustements de parité tels que décrits ci-avant.

Stock-option

Le tableau ci-dessous récapitule les données relatives aux plans émis ainsi que les hypothèses retenues pour la valorisation selon la norme IFRS2 :

| Type | Date d'attribution | Caractéristiques des plans | | | | Hypothèses retenues | | |
|----------------------|--------------------|--------------------------------|------------------|-----------------|--|---------------------|------------------|--|
| | | Nombre total de bons attribués | Durée d'exercice | Prix d'exercice | Prix d'exercice ajusté (1) (2) (3) (4) (5) | Volatilité | Taux sans risque | Valorisation totale IFRS2 initiale (Black&Scholes) (en K€) |
| Stock option 07/2015 | CA du 15/07/2015 | 22 500 | 10 ans | 2,660 € | 99,128 € | 33,15% | 0,31% | 19 |
| Stock option 01/2018 | CA du 23/01/2018 | 22 500 | 10 ans | 0,650 € | 25,151 € | 34,67% | 0,08% | 4 |
| Stock option 09/2019 | CA du 09/09/2019 | 500 000 | 10 ans | 0,078 € | 2,922 € | 38,86% | -0,78% | 13 |
| Stock option 11/2020 | CA du 13/11/2020 | 31 500 | 10 ans | 0,831 € | 0,719 € | 46,73% | -0,70% | 10 |
| Stock option 07/2024 | CA du 11/07/2024 | 550 000 | 10 ans | 0,110 € | 0,108 € | 52,73% | 2,39% | 31 |

- (1) Suite à l'augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription en novembre 2016, les bons ont fait l'objet d'un ajustement de parité de 1,05 (décision du conseil d'administration du 17 novembre 2016).
- (2) Suite au regroupement par l'Assemblée Générale de la Société du 25 mars 2019 et sur usage de sa délégation par le conseil d'administration le 11 décembre 2019, avec effet au 3 février 2020, quarante bons antérieurement attribués à cette date donnaient droit de souscrire 1 action
- (3) Suite à la réduction de capital non motivée par des pertes par voie de diminution de la valeur nominale des actions (décision du conseil d'administration du 19 septembre 2023), le prix de souscription des bons a fait l'objet d'une diminution de 0,09€.
- (4) Suite à l'augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription en février 2024, les bons ont fait l'objet d'un ajustement de parité de 1,02 (décision du Directeur Général par délégation du conseil d'administration du 2 février 2024).
- (5) Suite à l'augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription en novembre 2025, les bons ont fait l'objet d'un ajustement de parité de 1,01 (décision du Directeur Général par délégation du conseil d'administration du 3 novembre 2025).

La période d'acquisition des droits des plans émis est la suivante :

| Type | Période d'acquisition des droits | 31/12/2024 | | 31/12/2025 | |
|----------------------|---|---------------------------|--|---------------------------|--|
| | | Nombre de bons exerçables | Nombre de bons en cours d'acquisition des droits | Nombre de bons exerçables | Nombre de bons en cours d'acquisition des droits |
| Stock option 07/2015 | 1/3 au 1/09/2016 1/3 au 1/09/2017 1/3 au 1/09/2018 | 10 000 | - | - | - |
| Stock option 01/2018 | 1/3 au 1/02/2019 1/3 au 1/02/2020 1/3 au 1/02/2021 | 20 000 | - | 20 000 | - |
| Stock option 09/2019 | 30% à la signature d'un contrat de partenariat, 30% à la signature d'un financement ou d'un accord stratégique, 40 % à la réalisation des programmes clés de la société (20% à l'obtention du marquage US FDA de l'implant Mariner Jazz Cap et 20% à l'obtention du marquage US FDA de l'implant Madison EVO) | 76 000 | - | 60 000 | - |
| Stock option 11/2020 | 100% à la signature d'un contrat d'acquisition avant le 31 décembre 2021 | 30 000 | - | 30 000 | - |
| Stock option 07/2024 | 25% au 31 mars 2025 sous condition de présence ; 25% au 31 mars 2025 en cas d'atteinte d'un chiffre d'affaires aux USA sur 2024 de \$3.3 millions ; 25% au 31 mars 2026 en cas d'atteinte d'un chiffre d'affaires aux USA sur 2025 de \$5.5 millions ; 25% au 31 mars 2027 en cas d'atteinte d'un chiffre d'affaires aux USA sur 2026 de \$9.1 millions. | - | 550 000 | 137 500 | 137 500 |
| | | 136 000 | 550 000 | 247 500 | 137 500 |

Les stock-options sont sujets à une condition de présence des bénéficiaires au sein de la Société en tant que salarié.

| Type | Date d'attribution | Nombre de bons en circulation | | | | Nombre maximum d'actions pouvant être souscrites (1) |
|----------------------|--------------------|-------------------------------|-----------|----------|------------------|--|
| | | 31/12/2024 | Attribués | Exercés | Caducs | |
| Stock option 07/2015 | CA du 15/07/2015 | 10 000 | - | - | (10 000) | - |
| Stock option 01/2018 | CA du 23/01/2018 | 20 000 | - | - | - | 20 000 |
| Stock option 09/2019 | CA du 09/09/2019 | 76 000 | - | - | (16 000) | 60 000 |
| Stock option 11/2020 | CA du 13/11/2020 | 30 000 | - | - | - | 30 000 |
| Stock option 07/2024 | CA du 11/07/2024 | 412 500 | - | - | (137 500) | 275 000 |
| Total | | 548 500 | - | - | (163 500) | 385 000 |

(1) Suite aux ajustements de parité tels que décrits ci-avant.

Attribution gratuite d'actions

Le tableau ci-dessous récapitule les données relatives aux plans émis ainsi que les hypothèses retenues pour la valorisation selon la norme IFRS2 :

| Type | Date d'attribution | Caractéristiques des plans | | |
|-------------|--------------------|------------------------------|---------------------------------------|--|
| | | Nombre total d'AGA attribués | Prix de l'action à la date d'émission | Valorisation totale IFRS2 initiale (en K€) |
| AGA 07/2024 | CA du 11/07/2024 | 1 650 000 | 0,109 € | 180 |

La période d'acquisition des droits des plans émis est la suivante :

| Type | Période d'acquisition des droits | 31/12/2024 | 31/12/2025 |
|------------------------------|--|--|--|
| | | Nombre d'AGA en cours d'acquisition des droits | Nombre d'AGA en cours d'acquisition des droits |
| Actions gratuites 07/2024 | 33.33% au 11 juillet 2025 sous condition de présence 5.00 % au 11 juillet 2025 à l'obtention de l'homologation FDA 510(k) pour le JSS 5.00% au 11 juillet 2025 à l'obtention du marquage CE / MDR pour le JSS 12.50% au 11 juillet 2025 en cas d'atteinte d'un CA consolidé pour 2024 supérieur à €10 millions 16.67% au 31 Décembre 2025 sous condition de présence 27.50% au 31 Mars 2026, en cas d'atteinte d'un CA consolidé pour 2025 supérieur à €16 millions | 1 443 750 | 453 750 |

| Type | Date d'attribution | Nombre de bons en circulation | | | | Nombre maximum d'actions pouvant être souscrites |
|--------------|--------------------|-------------------------------|-----------|------------------|-----------------|--|
| | | 31/12/2024 | Attribués | Emises | Caducs | |
| AGA 07/2024 | CA du 11/07/2024 | 1 443 750 | - | (907 498) | (82 500) | 453 752 |
| Total | | 1 443 750 | - | (907 498) | (82 500) | 453 752 |

Détail de la charge comptabilisée selon la norme IFRS 2 au cours des exercices présentés

| Type (Montants en K€) | 31/12/2024 | | | | 31/12/2025 | | | |
|--------------------------|---------------------------------|------------------------------|----------------------|-----------------------|---------------------------------|------------------------------|----------------------|-----------------------|
| | Coût probabilisé du plan à date | Charge cumulée à l'ouverture | Charge de la période | Charge cumulée à date | Coût probabilisé du plan à date | Charge cumulée à l'ouverture | Charge de la période | Charge cumulée à date |
| BSPCE 03/2016 | 129 | 129 | - | 129 | 129 | 129 | - | 129 |
| BSPCE 07/2016 T1 | 67 | 67 | - | 67 | 67 | 67 | - | 67 |
| BSPCE 07/2016 T2 | 18 | 18 | - | 18 | 18 | 18 | - | 18 |
| BSPCE 01/2018 | 64 | 64 | - | 64 | 64 | 64 | - | 64 |
| BSPCE 09/2019 | 18 | 18 | - | 18 | 18 | 18 | - | 18 |
| BSPCE 11/2020 | 64 | 64 | - | 64 | 64 | 64 | - | 64 |
| BSA 01/2013 | 2 | 2 | - | 2 | 2 | 2 | - | 2 |
| BSA 01/2014 | 38 | 38 | - | 38 | 38 | 38 | - | 38 |
| BSA 07/2015 | 22 | 22 | - | 22 | 22 | 22 | - | 22 |
| BSA 07/2016 T1 | 12 | 12 | - | 12 | 12 | 12 | - | 12 |
| BSA 09/2017 | 5 | 5 | - | 5 | 5 | 5 | - | 5 |
| BSA 01/2018 | 5 | 5 | - | 5 | 5 | 5 | - | 5 |
| BSA 09/2019 | 5 | 5 | - | 5 | 5 | 5 | - | 5 |
| BSA 07/2025 | - | - | - | - | 48 | - | 13 | 13 |
| Stock option 07/2015 | 14 | 14 | - | 14 | 14 | 14 | - | 14 |
| Stock option 01/2018 | 4 | 4 | - | 4 | 4 | 4 | - | 4 |
| Stock option 09/2019 | 3 | 3 | - | 3 | 3 | 3 | - | 3 |
| Stock option 11/2020 | 10 | 10 | - | 10 | 10 | 10 | - | 10 |
| Stock option 07/2024 | 23 | - | 9 | 9 | 16 | 9 | 3 | 12 |
| AGA 07/2024 | 157 | - | 60 | 60 | 99 | 60 | 39 | 99 |
| Total | | | 69 | | | | 55 | |

Note 10 : Emprunts et dettes financières

Principes comptables

Sauf indication contraire, les emprunts et dettes financières sont comptabilisés au coût amorti calculé à l'aide du taux d'intérêt effectif conformément à la norme IFRS 9.

La fraction à plus d'un an des dettes financières est présentée en « Dettes financières non courantes » tandis que la part à moins d'un an des dettes financières est présentée en « dettes financières courantes ».

| DETTE FINANCIERES COURANTES ET NON COURANTES (Montants en K€) | 31/12/2025 | 31/12/2024 |
|---|-------------------|-------------------|
| Dettes financières au titre des obligations locatives | 363 | 621 |
| Avance remboursable et prêt à taux zéro | 10 | 91 |
| Préfinancement CIR | - | 64 |
| Emprunt auprès des établissements de crédit | 236 | 959 |
| Dettes financières non courantes | 609 | 1 735 |
| Dettes financières au titre des obligations locatives | 316 | 330 |
| Avance remboursable et prêt à taux zéro | 81 | 277 |
| Concours bancaires courants | - | 1 |
| Dettes financières au titre du contrat d'affacturage | 1 768 | 950 |
| Emprunt auprès des établissements de crédit | 3 150 | 2 878 |
| Dettes financières courantes (y compris dérivé passif) | 5 315 | 4 436 |
| Total dettes financières | 5 924 | 6 171 |

Réconciliation valeur de remboursement / valeur au bilan

| RECONCILIATION VALEUR AU BILAN / VALEUR DE REMBOURSEMENT (Montants en K€) | Valeur de remboursement 31/12/2025 | Coût amorti | Juste Valeur | Bifurcation du dérivé | Valeur au bilan | |
|---|---|--------------------|---------------------|------------------------------|------------------------|-------------------|
| | | | | | 31/12/2025 | 31/12/2024 |
| Dettes financières au titre des obligations locatives | 679 | - | - | - | 679 | 951 |
| Avance remboursable et prêt à taux zéro | 92 | (1) | - | - | 91 | 368 |
| Concours bancaires courants | - | - | - | - | - | 1 |
| Dettes financières au titre du contrat d'affacturage | 1 768 | - | - | - | 1 768 | 950 |
| Préfinancement CIR | - | - | - | - | - | 64 |
| Emprunt auprès des établissements de crédit | 3 386 | - | - | - | 3 386 | 3 837 |
| Total dettes financières | 5 925 | (1) | - | - | 5 924 | 6 171 |

Ventilation des dettes financières par échéances, en valeur de remboursement

| DETTE FINANCIERE PAR ECHEANCE, EN VALEUR DE REMBOURSEMENT (Montants en K€) | 31/12/2025 | | | |
|---|--------------|----------------------|--------------|-------------------|
| | Montant brut | Part à moins d'un an | De 1 à 5 ans | Supérieur à 5 ans |
| Dettes financières au titre des obligations locatives | 679 | 316 | 363 | - |
| Avance remboursable et prêt à taux zéro | 90 | 81 | 10 | - |
| Concours bancaires courants | - | - | - | - |
| Dettes financières au titre du contrat d'affacturage | 1 768 | 1 768 | - | - |
| Préfinancement CIR | - | - | - | - |
| Emprunt auprès des établissements de crédit | 3 386 | 3 150 | 236 | - |
| Total dettes financières | 5 924 | 5 315 | 609 | - |
| <i>Dettes financières courantes</i> | <i>5 315</i> | | | |
| <i>Dettes financières non courantes</i> | <i>609</i> | | | |

10.1 Dettes financières au titre des obligations locatives

| EVOLUTION DES DETTES FINANCIERES AU TITRE DES OBLIGATIONS LOCATIVES | Montant en K€ | Part courante | Part non courante | |
|---|---------------|---------------|-------------------|-----------------|
| | | | de 1 à 5 ans | à plus de 5 ans |
| Au 31 décembre 2023 | 627 | 335 | 292 | - |
| (+) Souscription | 699 | - | - | - |
| (-) Remboursement | (352) | - | - | - |
| (-) Sortie anticipée de contrat | (22) | - | - | - |
| Effet du change | 6 | - | - | - |
| Autres variations | (7) | - | - | - |
| Au 31 décembre 2024 | 951 | 330 | 621 | - |
| (+) Souscription | 105 | - | - | - |
| (-) Remboursement | (367) | - | - | - |
| (-) Sortie anticipée de contrat | (4) | - | - | - |
| Effet du change | (7) | - | - | - |
| Autres variations | - | - | - | - |
| Au 31 décembre 2025 | 679 | 316 | 363 | - |

Au 31 décembre 2024, la société a reconnu un droit d'utilisation au titre de la prolongation du contrat de location de ses locaux à Martillac pour une période triennale complémentaire jusqu'à fin septembre 2028, pour un montant de 607 K€.

Au 31 décembre 2025, la société a reconnu un droit d'utilisation au titre de la signature de trois nouveaux contrats de location de matériel de transport, pour un montant de 84 K€, ainsi qu'au titre de la prolongation de six anciens contrats de location de matériel de transport, pour 32 K€.

La société a également reconnu un droit d'utilisation au titre de la prolongation automatique du contrat de location de son laveur-désinfecteur, pour un montant de 7 K€.

Ventilation des obligations locatives par échéances, en valeur de remboursement

| ECHEANCE DES OBLIGATIONS LOCATIVES, EN VALEUR DE REMBOURSEMENT (Montants en K€) | Droit d'utilisation |
|--|---------------------|
| Au 31 décembre 2025 | 679 |
| Part à moins d'un an | 316 |
| Part d'un an à 5 ans | 363 |
| Part à plus de 5 ans | - |



10.2 Avances remboursables et prêts à taux zéro

Principes comptables

La Société bénéficie d'un certain nombre d'aides publiques, sous forme de subventions, d'avances conditionnées ou de prêts à taux zéro.

Elles ont été comptabilisées conformément à la norme IAS 20. S'agissant d'aides financières consenties à des taux d'intérêts inférieurs au taux du marché, elles sont évaluées selon la norme IFRS 9 au coût amorti :

- L'avantage de taux est déterminé en retenant un taux d'actualisation correspondant à un taux de marché à la date d'octroi. Le montant résultant de l'avantage de taux obtenu lors de l'octroi de ces aides est considéré comme une subvention enregistrée en produit dans l'état du résultat global ;
- Le coût financier des avances remboursables / prêt à taux zéro calculé au taux de marché est enregistré ensuite en charges financières.

En cas de constat d'échec prononcé, l'abandon de créance consenti est enregistré au compte de résultat en subvention.

| EVOLUTION DES AVANCES REMBOURSABLES ET DES PRETS A TAUX ZERO (Montants en K€) | Bpifrance - Prêt à taux zéro pour l'innovation - Tresse Jazz | Bpifrance- Assurance prospection | Prêt Région Nouvelle Aquitaine | Avance BPI Orthopaedic | Dépôts et cautions reçus | COFACE SG 2016/2024 | BPI -Assurance prospection Inde/USA | Total |
|---|---|---|---|-----------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------|--|--------------|
| Au 31 décembre 2023 | 237 | 98 | 395 | 125 | 7 | 10 | 160 | 1 032 |
| (+) Encaissement | - | - | - | - | - | - | - | - |
| (-) Remboursement | (120) | (59) | (324) | (14) | - | - | (24) | (541) |
| Subventions | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Abandon de dette | - | - | - | - | (7) | (10) | (114) | (131) |
| Charges financières | 2 | 1 | - | 1 | - | - | 3 | 7 |
| Au 31 décembre 2024 | 119 | 40 | 72 | 113 | - | - | 24 | 368 |
| (+) Encaissement | - | - | - | - | - | - | - | - |
| (-) Remboursement | (120) | (17) | (72) | (47) | - | - | (24) | (280) |
| Subventions | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Abandon de dette | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Charges financières | 1 | 1 | - | 2 | - | - | - | 3 |
| Au 31 décembre 2025 | - | 24 | - | 67 | - | - | - | 91 |



Prêt à taux zéro pour l'innovation Bpifrance – Implant à tresse Jazz

En juin 2016, la Société a obtenu l'accord de Bpifrance pour un prêt à taux zéro pour l'innovation d'un montant de 800 K€ pour le « développement et l'évaluation clinique de l'implant à tresse Jazz pour des chirurgies du rachis dégénératif (notamment sécurisation ou remplacement de vis pédiculaires) ». Les fonds ont été reçus par la Société le 19 août 2016, déduction faite des frais d'instruction de 24 K€.

Ce prêt possède les caractéristiques initiales suivantes :

- Différé de remboursement de 3 ans ;
- Remboursement de 40 000 € par trimestre à compter du 31 juillet 2019 jusqu'au 30 avril 2024.

Dans le référentiel IFRS, le fait que le prêt à taux zéro, soit plus favorable que les conditions de marché revient à considérer que le Groupe a bénéficié d'une subvention. La différence entre le montant de l'avance au coût historique et celui de l'avance actualisée à un taux de marché (Euribor 3 mois date de souscription + 2,5 points = 2,20%) est considérée comme une subvention perçue de l'État.

Dans le cadre de la crise sanitaire de la Covid-19, la société a négocié avec la banque Bpifrance un décalage de paiement des échéances, ce qui a eu pour conséquence le paiement de deux trimestres seulement au cours de l'exercice 2020, qui sont reportés en 2024. Le dernier remboursement devait ainsi intervenir le 31 octobre 2024.

En février 2024, la Société a signé un accord avec Bpifrance permettant de rallonger la durée de remboursement des emprunts restant dus au 31 décembre 2023 de 9 mois.

Assurance prospection Bpifrance & Coface

Dans le référentiel IFRS, le fait que ces avances soient plus favorables que les conditions de marché revient à considérer que le Groupe a bénéficié d'une subvention. La différence entre le montant de ces avances au coût historique et celui de ces avances actualisées à un taux de marché (Euribor 3 mois date de souscription + 2,5 points = 2,18%) est considérée comme une subvention perçue de l'État.

Au cours de l'exercice 2023, Bpifrance a accordé un abandon de 95 K€ sur le montant de l'avance remboursable compte tenu du développement commercial au Royaume-Uni. S'agissant d'une assurance prospection, ce montant a été enregistré en moins des primes d'assurances en frais de marketing et vente.

Au cours de l'exercice 2024, Bpifrance et la Coface ont accordé deux abandons de 10 K€ et 114 K€ sur le montant des avances remboursables compte tenu des développements commerciaux sur les zones respectives Asie pour la première et Inde / USA pour la seconde. S'agissant d'assurances prospections, ces montants ont été enregistrés en moins des primes d'assurances en frais de marketing et vente.

Contrat d'aide de la Région Nouvelle-Aquitaine

Le 21 mai 2019, la Société a obtenu un prêt court terme de la Région Nouvelle-Aquitaine pour un montant de 500 K€.

Ce prêt présente les caractéristiques initiales suivantes :

- Durée : 12 mois à compter de la date de la délibération relative à l'octroi de l'aide, soit avant le 01/04/2020 ;
- Taux : 0% ;
- Modalité de remboursement : *In fine* dans un délai de 18 mois ;
- Garantie accordée par la Société : nantissement du fonds de commerce.

Dans le référentiel IFRS, le fait que cette avance soit plus favorable que les conditions de marché revient à considérer que le Groupe a bénéficié d'une subvention. La différence entre le montant de l'avance au coût historique et celui de l'avance actualisée à un taux de marché est considérée comme une subvention perçue de l'État.

Dans le cadre de la crise sanitaire de la Covid-19, la société a négocié avec la Région un nouvel échéancier, qui permettait d'échelonner le paiement de l'aide du 1^{er} avril 2022 jusqu'au 1^{er} avril 2024. En février 2024, la Société a signé un nouvel accord avec la Région Nouvelle Aquitaine permettant de rallonger la durée de remboursement des emprunts restant dus au 31 décembre 2023 de 9 mois.

10.3 Emprunts obligataires

Principes comptables

Les instruments financiers (BSA et options de conversion des emprunts obligataires) font l'objet d'une analyse spécifique.

Lorsque ces instruments financiers prévoient l'échange d'un nombre fixe d'actions contre un montant fixe de trésorerie, ils sont qualifiés d'instruments de capitaux propres au regard de la norme IAS 32.

Lorsque l'analyse menée conclut à l'impossibilité de qualifier ces instruments en instruments de capitaux propres et que la variable est financière, ceux-ci sont alors qualifiés de dérivés passifs entrant dans le scope de la norme IFRS 9. Ils sont alors comptabilisés en dérivé passif pour leur juste valeur à la date d'émission, la juste valeur étant déterminée par l'application du modèle de valorisation Black & Scholes. Les variations de cette juste valeur sont enregistrées en résultat financier. Ces passifs relèvent de la catégorie 3 définie par la norme IFRS 7.

| EVOLUTION DES EMPRUNTS OBLIGATAIRES (Montants en K€) | Obligations remboursables en action ORA₂₀₂₁ | Obligations 2024 | Total |
|--|---|-----------------------------|--------------|
| Au 31 décembre 2023 | - | 1 167 | 1 167 |
| (+) Encaissement | - | - | - |
| (-) Dérivé passif | - | - | - |
| (+/-) Variation de la juste valeur | - | - | - |
| (+/-) Impact du coût amorti | - | 133 | 133 |
| (+/-) Remboursement en actions | - | (1 300) | (1 300) |
| Au 31 décembre 2024 | - | - | - |
| (+) Encaissement | - | - | - |
| (-) Dérivé passif | - | - | - |
| (+/-) Variation de la juste valeur | - | - | - |
| (+/-) Impact du coût amorti | - | - | - |
| (+/-) Remboursement en actions | - | - | - |
| Au 31 décembre 2025 | - | - | - |

| ECHEANCES DES EMPRUNTS OBLIGATAIRES (Montants en K€) | Obligations remboursables en action ORA₂₀₂₁ | Obligations 2024 | Total |
|--|---|-----------------------------|--------------|
| Au 31 décembre 2025 | - | - | - |
| Part à moins d'un an | - | - | - |
| Part d'un an à 5 ans | - | - | - |
| Part à plus de 5 ans | - | - | - |

10.3.1 Emission d'un emprunt obligataire au profit d'investisseurs

Le conseil d'administration a mis en place le 10 octobre 2023 un emprunt obligataire simple d'un montant de 1,3 M€ de nominal souscrites en numéraire pour 1,0 M€ par l'émission de 260 obligations de valeur nominale de 5 000 € souscrites à 77% de la valeur nominale de l'obligation, faisant l'objet de deux tranches représentant chacune un montant nominal de 0,65 M€ par l'émission de 130 obligations chacune.

Le tirage de la première tranche, avec l'émission de 130 obligations d'un montant net total de 0,50 M€, a été réalisé à la date de signature.

Le tirage de la seconde tranche, d'un montant net total de 0,50 M€, est intervenu début décembre 2023.

Ces obligations sèches, non dilutives, dont la maturité est fixée au 30 avril 2024, ne portent pas d'intérêts et devront être remboursées au plus tard dans les cinq jours ouvrés suivant le plus tôt entre (i) le 30 avril 2024 et (ii) l'issue de la réalisation de la prochaine augmentation de capital.

Dans le cas où (i) la Société ne procéderait pas au remboursement des obligations dues ou (ii) la Société ne procéderait pas au lancement de l'augmentation de capital envisagée avant le 12 février 2024, la Société s'est engagée à attribuer gratuitement des bons de souscriptions d'actions aux porteurs d'obligations sèches permettant un éventuel remboursement en actions des obligations à la main de ces derniers.

La probabilité de survenance de ce cas de défaut a été considérée comme nulle.

La prime d'émission de 0,3 M€ a été étalée sur la durée de vie de l'emprunt via la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE). Au 31 décembre 2023, l'emprunt obligataire s'élevait à 1 167 K€.

A la suite de l'augmentation de capital réalisée le 6 février 2024, la Société a procédé au remboursement de l'emprunt obligataire pour 1,3 M€.

10.4 Emprunts auprès des établissements de crédit

| EVOLUTION DES EMPRUNTS (Montants en K€) | Emprunts Implanet (cf. 10.4.1) | Emprunt OSD (cf. 10.4.2.) | Intérêts courus | Total |
|--|-----------------------------------|------------------------------|-----------------|--------------|
| Au 31 décembre 2023 | 1 521 | 1 024 | 8 | 2 553 |
| (+) Encaissement | 1 987 | - | - | 1 987 |
| (-) Remboursement | (347) | (368) | - | (715) |
| (+/-) Impact du coût amorti | (3) | 3 | - | - |
| (+/-) Change | 12 | - | - | 12 |
| (+/-) Autres variations | - | - | (1) | (1) |
| Au 31 décembre 2024 | 3 171 | 659 | 7 | 3 837 |
| (+) Encaissement | 2 412 | - | - | 2 412 |
| (-) Remboursement | (2 371) | (349) | - | (2 720) |
| (+/-) Impact du coût amorti | (6) | (2) | - | (7) |
| (+/-) Change | (131) | - | - | (131) |
| (+/-) Autres variations | - | - | (5) | (5) |
| Au 31 décembre 2025 | 3 075 | 308 | 2 | 3 386 |

| EMPRUNTS PAR ECHEANCE (Montants en K€) | Emprunts Implanet (cf. 10.4.1) | Emprunt OSD (cf. 10.4.2.) | Intérêts courus | Total |
|---|-----------------------------------|------------------------------|-----------------|--------------|
| Au 31 décembre 2025 | 3 075 | 308 | 2 | 3 386 |
| Part à moins d'un an | 2 876 | 272 | 2 | 3 150 |
| Part d'un an à 5 ans | 200 | 37 | - | 236 |
| Part à plus de 5 ans | - | - | - | - |

Les emprunts souscrits auprès des établissements de crédit ont les caractéristiques suivantes :

| CARACTERISTIQUES DES EMPRUNTS | Emprunt 07/2019-1 | Emprunt 07/2019-2 | Emprunt PGE 04/2020 | Emprunt PGE 06/2020 | Emprunt PGE 11/2020 - 1 | Emprunt PGE 11/2020 - 2 | SPD Loan |
|-------------------------------|-------------------|-------------------|---|---|---|---|--|
| Etablissement bancaire | BPI | BPI | Courtois | BPI | BPI | Courtois | SPD |
| Objet | (2) | (3) | (4) | (4) | (4) | (4) | (1) |
| Montant nominal (en K€) | 400 | 150 | 400 | 400 | 130 | 350 | 19,95 millions RMB (ou environ 2 412 K€) |
| Durée | 7 ans | 7 ans | Différé de 2 fois 12 Mois + avenant amortissement sur 4 ans à compter 04/2022 | Différé de 2 fois 12 mois + avenant amortissement sur 4 ans à compter 09/2022 | Différé de 2 fois 12 mois + avenant amortissement sur 4 ans à compter 03/2023 | Différé de 2 fois 12 Mois + avenant amortissement sur 4 ans à compter 01/2023 | In fine 12 mois |
| Fin des remboursements | 06/2027 | 12/2027 | 01/2027 | 03/2027 | 09/2027 | 09/2027 | 12/2026 pour 15,2 millions de RMB 04/2026 pour 4,75 millions de RMB |
| Taux d'intérêt | 1,02% par an | 4,84% par an | 1,25% par an | 2,25% par an | 2,25% par an | 1,25% par an | 3,1% par an |

(1) Financement du cycle d'exploitation

(2) Financement pour le développement d'un implant

(3) Financement d'une innovation

(4) Prêts garantis par l'Etat liés au Covid-19

Au regard de la situation exceptionnelle liée à la pandémie de Covid-19, la société a obtenu des reports d'échéances pour les emprunts 07/2019-1 et 07/2019-2 :

- Emprunt 07/2019-1 : report des six prochaines échéances à compter du 15/03/2020 ;
- Emprunt 07/2019-2 : report des six prochaines échéances à compter du 17/03/2020

En février 2024, un accord signé avec les banques a permis à la société de rallonger la durée de remboursement des emprunts restant dus au 31 décembre 2023 de 9 mois.

10.4.2 Emprunt OSD

| EVOLUTION DES EMPRUNTS (Montants en K€) | Emprunt 03/2016 | Emprunt 07/2018 | Emprunt 07/2018 | Emprunt 12/2018 | Emprunt 03/2019 | Emprunt 07/2019 | Total I |
|--|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|------------|
| Au 31 décembre 2023 | 20 | 30 | 49 | 97 | 65 | 89 | 349 |
| (+) Encaissement | - | - | - | - | - | - | - |
| (-) Remboursement | (20) | (30) | (35) | (21) | (30) | (35) | (173) |
| (+/-) Impact du coût amorti | - | - | - | - | - | - | - |
| Au 31 décembre 2024 | | | 13 | 75 | 34 | 54 | 176 |
| (+) Encaissement | - | - | - | - | - | - | - |
| (-) Remboursement | - | - | (13) | (29) | (34) | (40) | (116) |
| (+/-) Impact du coût amorti | - | - | - | - | - | - | - |
| Au 31 décembre 2025 | | | - | 47 | - | 14 | 60 |

| EVOLUTION DES EMPRUNTS (Montants en K€) | Emprunt PGE 12/2019 | Emprunt PGE 04/2020-1 | Emprunt PGE 04/2020-2 | Total II | Total III (I+II) |
|--|------------------------|--------------------------|--------------------------|------------|------------------|
| Au 31 décembre 2023 | 227 | 220 | 227 | 675 | 1 024 |
| (+) Encaissement | - | - | - | - | - |
| (-) Remboursement | (66) | (63) | (67) | (195) | (368) |
| (+/-) Impact du coût amorti | 3 | (2) | 1 | 3 | 3 |
| Au 31 décembre 2024 | 165 | 156 | 161 | 482 | 659 |
| (+) Encaissement | - | - | - | - | - |
| (-) Remboursement | (80) | (75) | (78) | (233) | (349) |
| (+/-) Impact du coût amorti | - | (2) | - | (2) | (2) |
| Au 31 décembre 2025 | 85 | 80 | 83 | 248 | 308 |



| ECHEANCE DES EMPRUNTS (Montants en K€) | Emprunt 03/2016 | Emprunt 07/2018 | Emprunt 07/2018 | Emprunt 12/2018 | Emprunt 03/2019 | Emprunt 07/2019 | Total I |
|---|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|-----------|
| Au 31 décembre 2025 | - | - | - | 47 | - | 14 | 60 |
| Part à moins d'un an | - | - | - | 29 | - | 14 | 43 |
| Part d'un an à 5 ans | - | - | - | 17 | - | - | 17 |
| Part à plus de 5 ans | - | - | - | - | - | - | - |

| ECHEANCE DES EMPRUNTS (Montants en K€) | Emprunt PGE 12/2019 | Emprunt PGE 04/2020-1 | Emprunt PGE 04/2020-2 | Total II | Total III (I+II) |
|---|------------------------|--------------------------|--------------------------|------------|------------------|
| Au 31 décembre 2025 | 85 | 80 | 83 | 248 | 308 |
| Part à moins d'un an | 78 | 74 | 77 | 229 | 272 |
| Part d'un an à 5 ans | 7 | 6 | 6 | 19 | 37 |
| Part à plus de 5 ans | - | - | - | - | - |



Les emprunts souscrits auprès des établissements de crédit ont les caractéristiques suivantes :

| CARACTERISTIQUES DES EMPRUNTS | Emprunt 03/2016 | Emprunt 07/2018 | Emprunt 07/2018 | Emprunt 12/2018 | Emprunt 03/2019 | Emprunt 07/2019 |
|-------------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| Etablissement bancaire | BPI France | SMC | BPMED | SG | SMC | BPMED |
| Montant nominal (en K€) | 400 | 250 | 200 | 200 | 200 | 200 |
| Durée | 7 ans | 5 ans | 6 ans | 6 ans | 5 ans | 6 ans |
| Fin des remboursements | Soldé | Soldé | Soldé | 07/2027 | Soldé | 04/2026 |
| Taux d'intérêt | 3,23% par an | 1,81% par an | 1,05% par an | 1,53% par an | 1,15% par an | 1,05% par an |

| CARACTERISTIQUES DES EMPRUNTS | Emprunt PGE 12/2019 | Emprunt PGE 04/2020-1 | Emprunt PGE 04/2020-2 |
|----------------------------------|--|--------------------------|--------------------------|
| Etablissement bancaire | BPMED | SG | SMC |
| Montant nominal (en K€) | 299 | 300 | 300 |
| Durée | Différé de 2 fois 12 Mois + avenant amortissement sur 4 ans à compter 05/2023 | | |
| Taux d'intérêt | 1,76% par an | 0,58% par an | 1,25% par an |

En février 2024, la Société a signé un nouvel accord avec l'ensemble des banques permettant de rééchelonner le montant restant dû. Ainsi, l'ensemble des dettes au 31 décembre 2023 seront amorties sur la durée restant due de chacun des emprunts rallongée d'une période de 9 mois.

10.5 Préfinancement du crédit d'impôt recherche

Au cours de l'exercice 2023, la créance liée au CIR 2022 a fait l'objet d'un préfinancement par la banque DELUBAC (cession de créances) pour un montant après retenue de garantie de 116 K€. En conséquence, la Société a comptabilisé les éléments suivants :

- Une dette au coût amorti (130 K€), pour le montant reçu par la banque DELUBAC au titre du préfinancement ;
- Un actif au titre de la retenue de garantie (12 K€) ; et
- Un actif courant, pour le montant de la créance due par l'Etat français.

La créance a été remboursée sur le mois de décembre 2023.

Au cours de l'exercice 2024, la créance liée au CIR 2023 a fait l'objet d'un préfinancement par la banque DELUBAC (cession de créances) pour un montant après retenue de garantie de 58 K€. En conséquence, la Société a comptabilisé les éléments suivants :

- Une dette au coût amorti (64 K€), pour le montant reçu par la banque DELUBAC au titre du préfinancement ;
- Un actif au titre de la retenue de garantie (6 K€) ; et
- Un actif non courant, pour le montant de la créance due par l'Etat français.

Au cours de l'exercice 2025, la créance liée au CIR 2023 a été remboursée par l'Etat français sur le mois de juillet.

Il n'existe plus de dettes relatives au préfinancement de créances de CIR au 31 décembre 2025.

Note 11 : Engagements envers le personnel

Principes comptables

Les salariés français de la Société bénéficient des prestations de retraites prévues par la loi en France :

- Obtention d'une indemnité de départ à la retraite, versée par la Société, lors de leur départ en retraite (régime à prestations définies) ;
- Versement de pensions de retraite par les organismes de Sécurité Sociale, lesquels sont financés par les cotisations des entreprises et des salariés (régime à cotisations définies).

Les régimes de retraite, les indemnités assimilées et autres avantages sociaux qui sont analysés comme des régimes à prestations définies (régime dans lequel la Société s'engage à garantir un montant ou un niveau de prestation défini) sont comptabilisés au bilan sur la base d'une évaluation actuarielle des engagements à la date de clôture, diminuée de la juste valeur des actifs du régime y afférent qui leur sont dédiés.

Cette évaluation repose sur l'utilisation de la méthode des unités de crédit projetées, prenant en compte la rotation du personnel et des probabilités de mortalité. Les éventuels écarts actuariels sont comptabilisés dans les capitaux propres, en « autres éléments du résultat global ».

Les paiements de la Société pour les régimes à cotisations définies sont constatés en charges du compte de résultat de la période à laquelle ils sont liés.

La provision pour indemnités de fin de carrière est évaluée sur la base des dispositions prévues par la convention collective applicable à savoir la convention collective de la Métallurgie pour Implanet, et concerne uniquement les salariés relevant du droit français.

Les principales hypothèses actuarielles utilisées pour l'évaluation des indemnités de départ à la retraite sont les suivantes :

| HYPOTHESES ACTUARIELLES | 31/12/2025 | | 31/12/2024 | |
|---|--------------------------------------|-------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------|
| | Cadres | Non cadres | Cadres | Non cadres |
| Age de départ à la retraite | Départ volontaire entre 65 et 67 ans | | | |
| Conventions collectives applicables aux dates de clôture présentées | Métallurgie Ingénieurs et Cadres | Métallurgie Gironde Landes | Métallurgie Ingénieurs et Cadres | Métallurgie Gironde Landes |
| Taux d'actualisation (IBOXX Corporates AA) | 3,50% | | 3,10% | |
| Table de mortalité | INSEE 2024 | | INSEE 2024 | |
| Taux de revalorisation des salaires | 2,00% | | 2,00% | |
| Taux de turn-over | Moyen (table AG2R) | | Moyen (table AG2R) | |
| Taux de charges sociales | 47% | 39% | 47% | 39% |

La provision pour engagement de retraite a évolué de la façon suivante :

| ENGAGEMENTS ENVERS LE PERSONNEL (Montants en K€) | Indemnités de départ en retraite |
|---|-------------------------------------|
| Au 31 décembre 2023 | 170 |
| Entrée de périmètre | - |
| Coûts des services passés | 20 |
| Coûts financiers | 6 |
| Ecart actuariels | 21 |
| Au 31 décembre 2024 | 217 |
| Entrée de périmètre | - |
| Coûts des services passés | 19 |
| Coûts financiers | 7 |
| Ecart actuariels | (19) |
| Au 31 décembre 2025 | 224 |

Note 12 : Provisions

Principes comptables

Les provisions correspondent aux engagements résultant de litiges et risques divers, dont l'échéance et le montant sont incertains, auxquels la Société peut être confrontée dans le cadre de ses activités.

Une provision est comptabilisée lorsque la Société a une obligation envers un tiers résultant d'un événement passé dont il est probable qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci, et que les sorties futures de liquidités peuvent être estimées de manière fiable. Le montant comptabilisé en provision est l'estimation de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation, actualisée si nécessaire à la date de clôture.

Litiges et passifs

La Société peut être impliquée dans des procédures judiciaires, administratives ou réglementaires dans le cours normal de son activité. Une provision est enregistrée par la Société dès lors qu'il existe une probabilité suffisante que de tels litiges entraîneront des coûts à la charge de la Société.

Litiges prud'homaux

Les montants provisionnés sont évalués, au cas par cas, en fonction des risques estimés encourus à date par la Société, sur la base des demandes, des obligations légales et des positions des avocats.

| PROVISIONS (Montants en K€) | 31/12/2025 | | | | Montant fin exercice |
|---|------------------------------|-----------|-------------------------|-------------------------|-------------------------|
| | Montant début exercice | Dotations | Reprises avec objets | Reprises sans objets | |
| Provisions pour litiges | 69 | - | (69) | - | - |
| Provisions pour restructuration | - | - | - | - | - |
| Total provisions pour risques et charges | 69 | - | (69) | - | - |

| PROVISIONS (Montants en K€) | 31/12/2024 | | | | Montant fin exercice |
|---|------------------------------|-----------|-------------------------|-------------------------|-------------------------|
| | Montant début exercice | Dotations | Reprises avec objets | Reprises sans objets | |
| Provisions pour litiges | 127 | 69 | (127) | - | 69 |
| Provisions pour restructuration | - | - | - | - | - |
| Total provisions pour risques et charges | 127 | 69 | (127) | - | 69 |

Au 31 décembre 2023, la Société Implanet a provisionné des coûts au titre de la réorganisation aux Etats Unis. La provision a été intégralement reprise sur 2024.

Au cours de l'exercice clos au 31 décembre 2024, la société Implanet a constitué une provision au titre d'une réorganisation du Groupe pour 69 K€. Cette provision a été intégralement reprise sur 2025.

Note 13 : Passifs courants

Principes comptables

La juste valeur des passifs courants est assimilée à leur valeur au bilan, compte tenu des échéances très courtes de paiement.

13.1 Dettes fournisseurs

| DETTES FOURNISSEURS (Montants en K€) | 31/12/2025 | 31/12/2024 |
|---|---------------|--------------|
| Dettes fournisseurs avec le Groupe Sanyou Medical | 8 206 | 3 807 |
| Autres dettes fournisseurs | 2 565 | 2 516 |
| Total dettes fournisseurs | 10 771 | 6 323 |

La Société bénéficie de facilités de paiements étendues avec le groupe Sanyou Medical (Shanghai Sanyou Medical et SMTP), lui permettant de financer en partie son besoin en fonds de roulement.

13.2 Dettes fiscales et sociales

| DETTES FISCALES ET SOCIALES (Montants en K€) | 31/12/2025 | 31/12/2024 |
|--|------------|--------------|
| Personnel et comptes rattachés | 312 | 331 |
| Sécurité sociale et autres organismes sociaux | 451 | 555 |
| Autres impôts, taxes et versements assimilés | 132 | 245 |
| Total dettes fiscales et sociales courantes | 896 | 1 130 |

Au cours du premier semestre 2023, la Société a négocié un étalement de ses charges sociales pour un montant de 480 K€ entre le 15 juin 2023 et le 15 novembre 2024. Au cours du second semestre 2025, un nouvel étalement de ses charges sociales pour un montant de 249 K€ a été obtenu sur la période d'octobre 2025 à mai 2026.

13.2 Autres créditeurs et dettes diverses

| AUTRES CRÉDITEURS ET DETTES DIVERSES COURANTS (Montants en K€) | 31/12/2025 | 31/12/2024 |
|---|------------|------------|
| Clients - avoirs à établir | 33 | 18 |
| Rémunérations en tant qu'administrateurs (jetons de présence) | - | - |
| Produits constatés d'avance (1) | 110 | 102 |
| Divers (2) | 85 | 132 |
| Total autres créditeurs et dettes diverses courants | 228 | 252 |

(1) Produits constatés d'avance

La Société a bénéficié de subventions, dont :

- une subvention de la Région PACA de 190 K€ pour accompagner l'entreprise dans son développement (croissance et recrutement) pour un montant de dépenses réglées subventionnables à hauteur de 948 K€ ;
- une subvention de la Région Nouvelle Aquitaine de 90 K€ dans le cadre d'un projet innovant collaboratif pour un montant de dépenses réglées subventionnables à hauteur de 452 K€.

Un produit constaté d'avance de 96 K€ a donc été reconnu à ce titre à la clôture. Ces subventions sont reconnues au rythme des dépenses réalisées par rapport au budget subventionnable.

(2) Divers

Ce poste est constitué notamment des acomptes reçus dans le cadre du maintien d'activité pour le compte de la société SERF pour 21 K€ au 31 décembre 2025 et 41 K€ au 31 décembre 2024 (cf. note 24.2).

Note 14 : Actifs et passifs financiers et effets sur le résultat

Principes comptables

La Société a distingué trois catégories d'instruments financiers selon les conséquences qu'ont leurs caractéristiques sur leur mode de valorisation et s'appuie sur cette classification pour exposer certaines des informations demandées par la norme IFRS 7 :

- Catégorie de niveau 1 : instruments financiers faisant l'objet de cotations sur un marché actif ;
- Catégorie de niveau 2 : instruments financiers dont l'évaluation fait appel à l'utilisation de techniques de valorisation reposant sur des paramètres observables ;
- Catégorie de niveau 3 : instruments financiers dont l'évaluation fait appel à l'utilisation de techniques de valorisation reposant pour tout ou partie sur des paramètres inobservables ; un paramètre inobservable étant défini comme un paramètre dont la valeur résulte d'hypothèses ou de corrélations qui ne reposent ni sur des prix de transactions observables sur les marchés, sur le même instrument à la date de valorisation, ni sur les données de marché observables disponibles à la même date.

Les actifs et passifs de la Société sont évalués de la manière suivante à la clôture des exercices présentés :

| RUBRIQUES AU BILAN (Montants en K€) | 31/12/2025 | | Valeur - état de situation financière selon IFRS 9 | | |
|--|-------------------------------------|---------------|--|---|---------------|
| | Valeur Etat de Situation financière | Juste Valeur | Juste-valeur par le compte de résultat | Juste-valeur par autres éléments du résultat global | Coût amorti |
| Actifs financiers non courants | 89 | 89 | - | - | 89 |
| Autres créances non courantes | 12 | 12 | - | - | 12 |
| Clients et comptes rattachés | 3 152 | 3 152 | - | - | 3 152 |
| Autres créances courantes | 572 | 572 | - | - | 572 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 3 009 | 3 009 | 3 009 | - | - |
| Total actifs | 6 834 | 6 834 | 3 009 | - | 3 824 |
| Dettes financières non courantes | 609 | 609 | - | - | 609 |
| Dettes financières courantes | 5 315 | 5 315 | - | - | 5 315 |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 10 771 | 10 771 | - | - | 10 771 |
| Dettes fiscales et sociales | 896 | 896 | - | - | 896 |
| Autre créditeurs et dettes diverses | 228 | 228 | - | - | 228 |
| Total passifs | 17 819 | 17 819 | - | - | 17 819 |

| RUBRIQUES AU BILAN (Montants en K€) | 31/12/2024 | | Valeur - état de situation financière selon IFRS 9 | | |
|--|-------------------------------------|---------------|--|---|---------------|
| | Valeur Etat de Situation financière | Juste Valeur | Juste-valeur par le compte de résultat | Juste-valeur par autres éléments du résultat global | Coût amorti |
| Actifs financiers non courants | 86 | 86 | - | - | 86 |
| Autres créances non courantes | 112 | 112 | - | - | 112 |
| Clients et comptes rattachés | 2 216 | 2 216 | - | - | 2 216 |
| Autres créances courantes | 856 | 856 | - | - | 856 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 1 602 | 1 602 | 1 602 | - | - |
| Total actifs | 4 872 | 4 872 | 1 602 | - | 3 271 |
| Dettes financières non courantes | 1 735 | 1 735 | - | - | 1 735 |
| Dettes financières courantes | 4 436 | 4 436 | - | - | 4 436 |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 6 323 | 6 323 | - | - | 6 323 |
| Dettes fiscales et sociales | 1 130 | 1 130 | - | - | 1 130 |
| Autre créditeurs et dettes diverses | 252 | 252 | - | - | 252 |
| Total passifs | 13 876 | 13 876 | - | - | 13 876 |

| IMPACTS COMPTE DE RESULTAT (Montants en euros) | 31/12/2025 | | 31/12/2024 | |
|---|------------|---------------------------|------------|---------------------------|
| | Intérêts | Variation de juste valeur | Intérêts | Variation de juste valeur |
| Actifs | - | - | - | - |
| Passifs | | | | |
| Dettes obligations locatives | (19) | - | (14) | - |
| Passifs évalués au coût amorti | (110) | - | (215) | - |

Principes comptables

La Société comptabilise le chiffre d'affaires à la date à laquelle le client a obtenu le contrôle du bien ou du service.

Le chiffre d'affaires est comptabilisé à hauteur de la rémunération à laquelle elle s'attend à avoir droit, en échange des biens ou services fournis. Les contreparties variables hautement probables ainsi que les composantes financières significatives sont incluses dans le prix de la transaction.

La Société a effectué une revue de ses contrats et n'a pas détecté de contreparties variables significatives, telles que des clauses spécifiques de retours. Par ailleurs, la Société n'accorde pas ou ne bénéficie pas de financement particulier dans le cadre de ses contrats.

Par conséquent, l'application d'IFRS 15 n'a pas entraîné de changement pour la majorité des transactions avec les clients et le chiffre d'affaires de la Société est toujours reconnu à une date spécifique (« at a point in time ») :

- **Ventes France à des distributeurs :**
 - Des instruments et un jeu d'implants sont mis à disposition des établissements de santé (instruments en immobilisations chez Implanet et implants en stock en consignation)
 - La facturation et la reconnaissance du chiffre d'affaires interviennent le jour de la pose des implants, générant un réassort du stock en consignation

- **Ventes France, US, Allemagne et UK, directes ou via des agents commerciaux :**
 - Des instruments et un jeu d'implants sont mis à disposition des établissements de santé (instruments en immobilisations chez Implanet et implants en stock en consignation)
 - La facturation et la reconnaissance du chiffre d'affaires interviennent le jour de la pose des implants, générant un réassort du stock en consignation
 - Dans le cas des ventes via des agents commerciaux, les commissions sont enregistrées en « frais des Ventes, Distribution et Marketing » de façon concomitante.

- **Ventes Export et US à des distributeurs :**
 - Le transfert de propriété et la reconnaissance du revenu interviennent lors de l'enlèvement des marchandises chez Implanet (incoterms : EXWORKS).

Le chiffre d'affaires par zone géographique et par typologie de produits est le suivant :

| CHIFFRE D'AFFAIRES (Montants en K€) | 31/12/2025 | 31/12/2024 |
|---|-------------------|-------------------|
| France | 4 439 | 4 120 |
| Etats-Unis | 3 837 | 2 571 |
| Reste du monde | 4 198 | 2 716 |
| Total chiffre d'affaires | 12 474 | 9 406 |

| CHIFFRES D'AFFAIRES PAR TYPOLOGIE DE PRODUITS (Montants en K€) | 31/12/2025 | 31/12/2024 |
|--|-------------------|-------------------|
| Rachis | 8 568 | 7 034 |
| Equipements médicaux | 3 913 | 2 351 |
| Genou et Arthroscopie | (8) | 20 |
| Total chiffre d'affaires | 12 474 | 9 406 |

A la suite de la cession de l'activité Madison au cours de l'exercice 2021, la Société maintient cette activité pour le compte de la société SERF depuis le 29 octobre 2021. La commission permettant la continuité des obligations réglementaires pendant la période transitoire reste en chiffre d'affaires dans la typologie de produits « Genou et Arthroscopie ».

Concernant la concentration du risque de crédit, un distributeur export représente 6,5% du chiffre d'affaires consolidé au 31 décembre 2025.

Au 31 décembre 2024, un distributeur export représentait 11% du chiffre d'affaires consolidé.

Note 16 : Charges opérationnelles

Principes comptables

La Société présente son compte de résultat par fonction.

16.1 Coût des ventes

| COUT DES VENTES (Montants en K€) | 31/12/2025 | 31/12/2024 |
|--|-------------------|-------------------|
| Achats de matières premières et marchandises | (5 202) | (4 187) |
| Amortissements des ancillaires | (377) | (228) |
| Coût des ventes | (5 579) | (4 416) |

16.2 Frais de marketing et ventes

| VENTES, DISTRIBUTION ET MARKETING (Montants en K€) | 31/12/2025 | 31/12/2024 |
|--|-------------------|-------------------|
| Matières et fournitures | (89) | (65) |
| Assurances | (157) | 123 |
| Rémunérations Intermédiaires Honoraires | (137) | (128) |
| Publicité | (170) | (211) |
| Transport | (14) | (18) |
| Déplacements, Missions et Réceptions | (534) | (508) |
| Impôts et taxes | (6) | - |
| Charges de personnel | (2 381) | (2 515) |
| Amortissement de la relation clientèle OSD | (144) | (144) |
| Amortissement des immobilisations | (14) | (17) |
| Paiements fondés sur des actions | (31) | (32) |
| Royalties | (173) | (132) |
| Commissions sur ventes | (2 021) | (1 244) |
| Dotation / reprise dépréciation clients | (30) | (6) |
| Amortissement des droits d'utilisation des actifs loués | (33) | (35) |
| Divers | (132) | (77) |
| Frais ventes, distribution et marketing | (6 064) | (5 007) |
| Crédit d'impôt innovation | - | 8 |
| Subventions | - | 8 |
| Frais ventes, distribution et marketing, nets | (6 064) | (4 999) |

La société a bénéficié d'un abandon de 124 K€ sur le premier semestre 2024 au titre de l'assurance prospection Inde/USA de BPI et l'avance remboursable Coface.

16.3 Frais de recherche et développement

| RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT (Montants en K€) | 31/12/2025 | 31/12/2024 |
|--|-------------------|-------------------|
| Locations | (16) | (11) |
| Etudes et recherches | - | (10) |
| Honoraires et autres charges de propriété intellectuelle | (31) | (46) |
| Déplacements, Missions et Réceptions | (9) | (6) |
| Impôts et taxes | (2) | - |
| Charges de personnel | (409) | (449) |
| Capitalisation des coûts de développement | 138 | 61 |
| Amortissement des immobilisations | (438) | (491) |
| Paiements fondés sur des actions | (7) | (11) |
| Amortissement des droits d'utilisation des actifs loués | (15) | (10) |
| Divers | (7) | 7 |
| Frais de recherche et développement | (796) | (968) |
| Crédit d'impôt recherche | 12 | 33 |
| Subventions | 6 | 29 |
| Subventions | 17 | 62 |
| Frais de recherche et développement, nets | (779) | (906) |

Les dépenses de recherche et développement sont relatives à de nouvelles innovations notamment sur un système de gamme unique de fixation postérieure hybride et à la finalisation de l'enregistrement des produits existants dans le cadre du règlement européen sur les dispositifs médicaux MDR (Medical Device Regulation).

16.4 Coût des affaires réglementaires et assurance qualité

| REGLEMENTAIRES ET QUALITE (Montants en K€) | 31/12/2025 | 31/12/2024 |
|---|--------------|--------------|
| Matières et fournitures non stockées | (46) | (101) |
| Locations | (6) | (2) |
| Etudes et recherches | (191) | (197) |
| Rémunérations Interm. Honoraires | (72) | (114) |
| Transport | (5) | - |
| Déplacement, Missions et Réceptions | (11) | (10) |
| Charges de personnel | (744) | (650) |
| Capitalisation des frais de R&D | 248 | 280 |
| Amortissement des frais de R&D capitalisés | (8) | (27) |
| Amortissement des immobilisations | (1) | (1) |
| Païements fondés sur des actions | - | - |
| Amortissement des droits d'utilisation des actifs loués | (12) | (16) |
| Divers | (29) | (71) |
| Frais réglementaires et qualité | (879) | (908) |
| Crédit d'impôt recherche | - | 17 |
| Subventions | - | 17 |
| Frais réglementaires et qualité, nets | (879) | (891) |

16.5 Coût des opérations

| COÛT DES OPERATIONS (Montants en K€) | 31/12/2025 | 31/12/2024 |
|---|----------------|--------------|
| Matières et fournitures non stockées | (13) | (4) |
| Locations | 2 | (14) |
| Matériel, équipements et travaux | (315) | (192) |
| Rémunérations intermédiaires et honoraires | (159) | (71) |
| Transport | (13) | (22) |
| Déplacements, Missions et Réceptions | (1) | (2) |
| Charges de personnel | (424) | (416) |
| Amortissement des immobilisations | (8) | - |
| Dotation / reprise dépréciation stocks | (145) | (60) |
| Amortissement des droits d'utilisation des actifs loués | (132) | (133) |
| Divers | (10) | 9 |
| Coûts des opérations | (1 219) | (905) |

Le coût des « opérations » comprend :

- La gestion des approvisionnements, de la logistique et des stocks ;
- Le loyer et la maintenance du bâtiment logistique ;
- L'administration des ventes.

16.6 Frais généraux et administratifs

| FRAIS GENERAUX ET ADMINISTRATIFS (Montants en K€) | 31/12/2025 | 31/12/2024 |
|---|-------------------|-------------------|
| Matières et fournitures non stockées | (47) | (50) |
| Locations | (30) | (62) |
| Matériel, équipements et travaux | (119) | (115) |
| Assurances | (219) | (185) |
| Rémunérations Interm. Honoraires | (370) | (391) |
| Publicité | (9) | (0) |
| Transport | - | (1) |
| Déplacements, Missions et Réceptions | (47) | (57) |
| Frais postaux et télécommunications | (36) | (40) |
| Services bancaires | (115) | (72) |
| Impôts et taxes | (39) | (32) |
| Charges de personnel | (904) | (938) |
| Rémunérations en tant qu'administrateurs (jetons de présence) | - | 40 |
| Amortissement des immobilisations | (10) | (7) |
| Paiements fondés sur des actions | (17) | (26) |
| Amortissement des droits d'utilisation des actifs loués | (155) | (152) |
| Divers | (54) | (26) |
| Frais généraux et administratifs | (2 170) | (2 115) |

Note 17 : Autres produits et charges opérationnels non courants

Principes comptables

Les autres produits et charges opérationnels non courants comprennent des éléments significatifs qui, en raison de leur nature et de leur caractère inhabituel, ne peuvent être considérés comme inhérents à l'activité courante du Groupe.

Ils peuvent comprendre notamment :

- Certaines charges de restructuration ;
- D'autres produits et charges opérationnels tels qu'une provision relative à un litige d'une matérialité très significative ;
- Une plus ou moins-value de cession ou une dépréciation importante et inhabituelle d'actifs non courants.

Au cours de l'exercice 2025, la société a encouru 21 K€ de frais non courants relatifs à des frais de restructurations.

Au cours de l'exercice 2024, la société a encouru 142 K€ liés à des frais de restructurations, aux honoraires d'accompagnement dans l'analyse et la réorganisation de l'endettement et à des pénalités pour retards de paiements envers des organismes sociaux et mutuelles.

Note 18 : Produits et charges financiers, nets

Principes comptables

Le résultat financier inclut l'ensemble :

- Des charges liées au financement de la Société : coût amorti des dettes, variation de la juste valeur des dérivés, intérêts sur les contrats de location de financement et désactualisation des avances et prêts à l'innovation ;
- Des produits liés aux intérêts perçus sur les placements financiers.

Les éventuels gains ou pertes de change sont également comptabilisés dans le résultat financier. Les écarts de change relatifs à des opérations commerciales ne sont pas comptabilisés dans le résultat financier mais dans le résultat opérationnel.

| PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS (Montants en K€) | 31/12/2025 | 31/12/2024 |
|--|-------------------|-------------------|
| Coût amorti des emprunts | (130) | (229) |
| Variation de la juste valeur des dérivés passifs et des obligations remboursables en actions | - | - |
| Autres charges financières | (46) | (41) |
| Produits financiers | - | 0 |
| Gains et pertes de change | 37 | 26 |
| Total produits et charges financiers | (139) | (244) |

Note 19 : Impôts sur les bénéfices

Principes comptables

Les actifs et les passifs d'impôt exigibles de l'exercice et des exercices précédents sont évalués au montant que l'on s'attend à recouvrer ou à payer auprès des administrations fiscales.

Les taux d'impôt et les réglementations fiscales utilisés pour déterminer ces montants sont ceux qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

Les impôts différés sont comptabilisés, en utilisant la méthode bilancielle et du report variable, pour toutes les différences temporelles existant à la date de clôture entre la base fiscale des actifs et passifs et leur valeur comptable au bilan, ainsi que sur les déficits reportables.

Les différences temporaires principales sont liées aux pertes fiscales reportables.

Des actifs d'impôt différé sont comptabilisés au titre des pertes fiscales reportables, lorsqu'il est probable que la Société disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces pertes fiscales non utilisées pourront être imputées. La détermination du montant des impôts différés actifs pouvant être reconnus nécessite que le management fasse des estimations à la fois sur la période de consommation des reports déficitaires, et sur le niveau des bénéfices imposables futurs, au regard des stratégies en matière de gestion fiscale.

Le montant total des déficits fiscaux au 31 décembre 2025 est estimé à 106 392 K€, composés :

- De déficits fiscaux français indéfiniment reportables pour 93 787 K€, dont 2 531 K€ pour la société OSD.
- Des déficits fiscaux de la filiale américaine pour 14 720 K\$ (12 578 K€) dont :
 - 7 437 K\$ indéfiniment reportables, dont 1 181 K\$ constitués en 2018, 476 K\$ constitués en 2019, 690 K\$ constitués en 2020, 240 K\$ constitués en 2021, 1 125 K\$ constitués en 2022, 985 K\$ constitués en 2023, 1 622 K\$ en 2024 et 1 118 K\$ en 2025 ;
 - 1 355 K\$ constitués en 2017, avec une expiration en 2037 ;
 - 1 901 K\$ constitués en 2016, avec une expiration en 2036 ;
 - 2 293 K\$ constitués en 2015, avec une expiration en 2035 ;
 - 1 631 K\$ constitués en 2014, avec une expiration en 2034 ;
 - 102 K\$ constitués en 2013, avec une expiration en 2033.
- Des déficits fiscaux de la filiale allemande indéfiniment reportables pour 27 K€.

Le taux d'impôt applicable à :

- Implanet SA et OSD est le taux en vigueur en France, soit 25% ;
- Implanet America Inc. est de 28,9% ;
- Implanet GmbH est de 15%.

Rapprochement entre impôt théorique et impôt effectif

| PREUVE D'IMPOT (Montants en K€) | 31/12/2025 | 31/12/2024 |
|---|----------------|----------------|
| Résultat net | (4 382) | (4 366) |
| Impôt consolidé | (5) | - |
| Résultat avant impôt | (4 377) | (4 366) |
| Taux courant d'imposition en France | 25,0% | 25,0% |
| Impôt théorique au taux courant en France | 1 094 | 1 092 |
| Différences permanentes | (205) | 51 |
| Paiement en actions | (14) | (17) |
| Déficit fiscal non activé corrigé de la fiscalité différé | (973) | (1 185) |
| Différences de taux d'imposition | 93 | 60 |
| Charge/produit d'impôt du groupe | (5) | - |
| <i>Taux effectif d'impôt</i> | 0,1% | 0,0% |

Les différences permanentes incluent l'impact du crédit impôt recherche (produit opérationnel non imposable fiscalement).

Nature des impôts différés

| NATURE DES IMPOTS DIFFERES (Montants en K€) | 31/12/2025 | 31/12/2024 |
|---|---------------|---------------|
| Décalages temporaires | 300 | 267 |
| Déficits reportables | 25 743 | 26 430 |
| Total des éléments ayant une nature d'impôts différés actif | 26 044 | 26 697 |
| Décalages temporaires | 838 | 808 |
| Total des éléments ayant une nature d'impôts différés passif | 838 | 808 |
| Total net des éléments ayant une nature d'impôts différés | 25 206 | 25 889 |
| Impôts différés non reconnus | (25 206) | (25 889) |

Note 20 : Résultat par action

Principes comptables

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat attribuable aux porteurs d'actions de la Société par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période.

Le résultat dilué par action est déterminé en ajustant le résultat attribuable aux porteurs d'actions ordinaires et le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation des effets de toutes les actions ordinaires potentielles dilutives.

Si la prise en compte pour le calcul du résultat dilué par action des instruments donnant droit au capital de façon différée (Attributions d'actions gratuites, BSA, BSPCE, stock-option, OCA, ORA...) génère un effet anti-dilutif, ces instruments ne sont pas pris en compte. Ainsi, le résultat dilué par action est identique au résultat de base par action.

| RESULTAT DE BASE ET DILUE PAR ACTION | 31/12/2025 | 31/12/2024 |
|---|---------------|---------------|
| Résultat de la période (en K€) | (4 382) | (4 366) |
| Nombre moyen pondéré d'actions en circulation | 128 012 479 | 116 690 960 |
| Résultat net de la période - part attribuable aux actionnaires de la société mère (en K€) | (4 382) | (4 366) |
| Résultat de base par action (€ / action) | (0,03) | (0,04) |
| Résultat dilué par action (€ / action) | (0,03) | (0,04) |

Note 21 : Information sectorielle

Principes comptables

La Société opère sur un seul segment ; la commercialisation d'implants orthopédiques et d'équipements médicaux.

Les frais de recherche et développement et la plupart des coûts administratifs sont encourus en France. A ce stade, ces coûts ne sont pas alloués aux zones géographiques dans lesquels ces produits sont commercialisés.

Ainsi, la performance de la Société est analysée actuellement au niveau du Groupe.

Note 22 : Effectifs

Le tableau ci-dessous permet d'apprécier la structure ainsi que l'évolution des effectifs au sein du Groupe au cours des périodes présentées :

| EFFECTIFS MOYENS | 31/12/2025 (12 mois) | 31/12/2024 (12 mois) |
|-------------------------------|-------------------------|-------------------------|
| Cadres | 31,2 | 32,5 |
| Employés | 13,2 | 11,3 |
| Total effectifs moyens | 44,5 | 43,8 |

Par ailleurs, la répartition des effectifs par zone géographique au cours des périodes présentées est la suivante :

| EFFECTIFS MOYENS PAR ZONE GEOGRAPHIQUE | 31/12/2025 (12 mois) | 31/12/2024 (12 mois) |
|--|-------------------------|-------------------------|
| France | 37,5 | 36,2 |
| Etats-Unis | 7 | 7,6 |
| Total effectifs moyens | 44,5 | 43,8 |

Note 23 : Parties liées

23.1 Transactions avec des parties liées

La Société entretient des relations habituelles, dans le cadre de la gestion courante de la Société, avec ses filiales. Toutes les transactions avec les parties liées sont conclues à des conditions normales de marchés.

Dans le cadre de l'accord de distribution exclusif signé pour l'Europe avec SMTP, filiale de Sanyou Medical, la Société effectue auprès de sociétés du groupe Sanyou Medical des achats de matériels médicaux.

| PARTIES LIEES (Montants en milliers d'euros) | Ventes avec une partie liée | Achats auprès de parties liées | Montant dû par les parties liées | Montant dû aux parties liées |
|---|--------------------------------|-----------------------------------|--|------------------------------------|
| Entité ayant le contrôle du Groupe | | | | |
| Sanyou Medical | 522 | 2 320 | - | 4 290 |
| Filiales de la société ayant le contrôle du Groupe | | | | |
| SMTP | - | 2 429 | - | 3 916 |

La Société bénéficie de facilités de paiements étendues avec le groupe Sanyou Medical, lui permettant de financer en partie son besoin en fonds de roulement.

Sanyou Medical s'est également portée garante du remboursement des prêts des fonds de roulement à court terme souscrits en avril 2025 et décembre 2025 auprès de SPD Bank Cf. note 10.4.1.

23.2 Rémunérations des mandataires sociaux

Aucun avantage postérieur à l'emploi n'est octroyé aux membres du conseil d'administration.

Les rémunérations des mandataires sociaux s'analysent de la façon suivante :

| REMUNERATION DES MANDATAIRES SOCIAUX (Montants en K€) | 31/12/2025 | 31/12/2024 |
|---|------------|------------|
| Rémunérations fixes dues | 382 | 373 |
| Rémunérations variables dues | - | - |
| Rémunérations exceptionnelles | - | - |
| Avantages en nature | 38 | 36 |
| Paielements fondés sur des actions | 17 | 26 |
| Rémunérations en tant qu'administrateurs (jetons de présence) | - | - |
| TOTAL | 437 | 435 |

Les modalités d'allocation des parts variables sont établies en fonction de critères de performances.

Note 24 : Engagements hors bilan

24.1 Obligation au titre des contrats d'emprunts

24.1.1 Covenant au titre du contrat assurance prospection Bpifrance

Le contrat assurance prospection signé avec Bpifrance prévoit que le contrat pourra être résolu si les capitaux propres de la Société Implanet SA, incluant les comptes courants d'associés bloqués, ne sont pas maintenus à hauteur de 4 M€ pendant toute la durée du contrat. La dette sur ce contrat s'élève à 24 K€ au 31 décembre 2025.

24.2 Obligation au titre d'autres contrats

Ayant sous-traité plusieurs fonctions importantes (production), la Société est amenée à conclure dans le cadre de ses opérations courantes des contrats de sous-traitance avec différents tiers, en France et à l'étranger, qui comportent diverses obligations usuelles dans ces circonstances.

Les contrats ou cahiers des charges fixent en outre les conditions de validation des processus de fabrication, des procédures de contrôle, de traitement des produits non conformes et des droits de propriété intellectuelle.

Aucun engagement réciproque ne lie la Société et ses sous-traitants en termes de quantité ou de capacité de production.

Dans le cadre de la cession de la branche d'activité Madison, la Société a signé un contrat de licence exclusive de Fabrication pour une durée comprise entre la date de signature de la cession et l'obtention du marquage CE par la société SERF (« Période Transitoire ») et agit en tant qu'agent. A ce titre, la société perçoit une commission permettant la continuité des obligations réglementaires pendant la Période Transitoire qui est enregistrée en chiffre d'affaires dans la typologie de produits « Genou et Arthroscopie ».

24.3 Autres engagements financiers

Crédits et remises documentaires

La Société peut mettre en place des crédits ou remises documentaires sur certains marchés. Aucun crédit ni remise documentaire n'est en cours à la clôture des exercices présentés.

Cautions bancaires

- Cautions bancaires de 10 000 € auprès de la Société Générale pour le compte d'Implanet au profit de la société TOTAL.
- Les prêts garantis par l'Etat font l'objet d'une garantie à hauteur de 90 %.

Engagement reçu dans le cadre de la mise en place du prêt de fonds de roulement

Dans le cadre de la mise en place des prêts de fonds de roulement à court terme auprès de SPD Bank d'une durée de 12 mois en avril 2025 pour un montant de 4,75 millions de RMB et en décembre 2025 pour un montant total de 15,2 millions RMB soit un total d'environ 2,41 M€, la société Sanyou Medical s'est portée garante du remboursement.

Note 25 : Gestion et évaluation des risques financiers

Implanet peut se trouver exposé à différentes natures de risques financiers : risque de crédit et risque de liquidité notamment. Le cas échéant, Implanet met en œuvre des moyens simples et proportionnés à sa taille pour minimiser les effets potentiellement défavorables de ces risques sur la performance financière. La politique d'Implanet est de ne pas souscrire d'instruments financiers à des fins de spéculation.

Risque de taux d'intérêt

Implanet n'a pas d'exposition significative au risque de taux d'intérêt, dans la mesure où :

- les placements de trésorerie incluent des comptes à terme et des bons moyen terme négociables,
- aucune dette à taux variable n'a été souscrite.

Risque de crédit

Le risque de crédit est associé aux dépôts auprès des banques et des institutions financières. Implanet fait appel pour ses placements de trésorerie à des institutions financières de premier plan et ne supporte donc pas de risque de crédit significatif sur sa trésorerie.

La Société distribue ses implants à des distributeurs et à des hôpitaux publics et privés.

Le risque crédit sur les établissements de santé et les distributeurs est faible. Par ailleurs, le délai de paiement client est conforme aux exigences de la LME.

Elle a mis en place des politiques lui permettant de s'assurer que ses clients ont un historique de risque de crédit approprié.

Concernant la concentration du risque de crédit, un distributeur export représente 6,5% du chiffre d'affaires consolidé au 31 décembre 2025.

Au 31 décembre 2024, un distributeur export représentait 11% du chiffre d'affaires consolidé.

Risque de change

Les principaux risques liés aux impacts de change des ventes et achats en devises concernent essentiellement les transactions réalisées par la filiale américaine et les échanges intra-groupe en dollars.

Au cours des exercices clos au 31 décembre 2024 et 31 décembre 2025, la Société a eu recours à des emprunts libellés en Yuan Renminbi Chinois (CNY ou RMB) auprès de Shanghai Pudong Development Bank (« SPD Bank »). Cf. note 10.4.1.

Le Groupe n'a pas pris, à son stade de développement, de disposition de couverture afin de protéger son activité et ses financements contre les fluctuations des taux de changes. En revanche, le Groupe ne peut exclure qu'une augmentation importante de son activité ainsi que la présence d'une filiale aux Etats-Unis ne la contraigne à une plus grande exposition au risque de change. Le Groupe envisagera alors de recourir à une politique adaptée de couverture de ces risques.

Risque sur actions

La Société ne détient pas de participations ou de titres de placement négociables sur un marché réglementé.

Risque de liquidité

Depuis sa création, la Société a financé son activité et sa croissance par un renforcement de ses fonds propres par voie d'augmentations successives de capital, de recours à des emprunts bancaires et obligataires, d'obtention d'aides publiques à l'innovation, de prêts garantis par l'Etat et de remboursement ou de préfinancement de créances de CIR.

D'importantes dépenses liées à la recherche et au développement, aux réglementaires et au développement commercial ont été engagées depuis le démarrage de l'activité de la Société, ce qui a généré jusqu'à ce jour des flux de trésorerie négatifs liés aux activités opérationnelles de -0,6 M€ -2,2 M€ respectivement au 31 décembre 2025 et au 31 décembre 2024.

L'hypothèse de continuité d'exploitation a été retenue par le conseil d'administration (cf. note 2.1).

La Société continuera d'avoir des besoins de financement importants à l'avenir pour supporter le développement de ses dispositifs médicaux. L'étendue précise du financement requis est difficile à estimer avec exactitude et dépendra en partie de facteurs échappant au contrôle de la Société.

Les domaines objets d'incertitudes significatives incluent, sans toutefois s'y limiter :

- L'évolution de l'environnement réglementaire et les délais d'obtention du MDR ;
- L'approbation d'autres produits sur le marché qui réduirait potentiellement l'attrait pour ses dispositifs médicaux ; et

- L'impact de perturbations continues et prolongées causées par les incertitudes géopolitiques (cf. note 1.4) qui pourraient impacter négativement la compétitivité et les résultats du Groupe dans certaines régions du monde.

La Société continue à étudier activement différentes solutions pour poursuivre le financement de son activité et de son développement. Ces solutions pourraient, sans être restrictives, prendre la forme de placements privés auprès d'investisseurs, la réalisation d'augmentations de capital, la mise en place d'emprunt obligataires, l'obtention de financements publics.

Note 26 : Honoraires des commissaires aux comptes

| HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES | Exercice 2025 | Exercice 2024 |
|---|---------------------|---------------|
| | Ernst & Young Audit | |
| (Montants en K€) | Montant HT | Montant HT |
| Mission de commissariat aux comptes | 79 | 73 |
| Services autres que la certification des comptes (SACC) | 12 | - |
| Sous total | 91 | 73 |
| Autres prestations rendues | - | - |
| - Fiscales | - | - |
| - Autres | - | - |
| Sous total | - | - |
| Total des honoraires | 91 | 73 |